



**Maison de l'Emploi  
et de la Formation**  
du Pays de la Région Mulhousienne

Avril 2013



## DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTAGÉ 2013

**RÉDUIRE**  
les frictions salariales et sociales  
à l'accès à l'emploi

**ACCUEILLIR**  
et accompagner des personnes  
à la recherche d'un emploi

**DÉVELOPPER**  
une stratégie partagée

**ANIMER**  
la gestion territoriale des emplois  
et des compétences

**CONTRIBUER**  
au développement local



La synthèse de ce diagnostic territorial et les pistes d'action seront établies courant avril 2013 avec l'ensemble des partenaires de l'économie et de l'emploi (SPEL)

# SOMMAIRE

## DE QUELLE CRISE PARLE-T-ON ?

Pages 7 à 11

### UNE CRISE STRUCTURELLE

- Le modèle alsacien en crise
  - La rupture des années 2000
  - Le tissu mulhousien est durement impacté
  - Plus durement que le reste de l'Alsace

### LA CRISE TOUCHE TOUS LES SECTEURS

- La crise n'est pas qu'industrielle
  - Aucun secteur industriel n'est épargné
  - Le secteur tertiaire ne va guère mieux
  - Les évolutions récentes

## UNE QUESTION CENTRALE : L'EMPLOI

Pages 12 à 19

### UNE QUESTION DE QUALIFICATION

- Trop d'ouvriers sans qualification
  - Les CSP se renouvellent trop lentement
  - Les ouvriers peu qualifiés sont précarisés
  - Tout comme les employés du commerce et des services
  - D'où un chômage de masse dans des métiers peu porteurs
- La ressource que constituent les emplois frontaliers est menacée
  - La question linguistique
  - Des qualifications en forte évolution

### LE CHOMAGE RENVOIE A LA FORMATION DE LA POPULATION

- Le niveau de formation n'est plus adapté
  - Le CAP ne garantit plus l'accès à l'emploi
  - La faiblesse du niveau des jeunes est alarmante
  - Corollaire : le taux de chômage des jeunes est important
- Avec la crise, le chômage progresse à nouveau
  - L'ancienneté au chômage s'accroît
  - Les plus de 50 ans plus durement touchés ?

## POTENTIELS ET LIMITES DE L'ECONOMIE LOCALE

Pages 20 à 29

### UN DYNAMISME CERTAIN

- Un tissu entreprenant existe localement
  - Des défaillances dans la moyenne nationale
  - Des créations supérieures au niveau alsacien
- Insuffisant et peu créateur d'emplois
  - Le stock d'établissements croît trop lentement
  - Les créations sont artificiellement gonflées
  - Au final : des créations d'entreprises sans création d'emploi
  - Que sont devenues les ETI ?

## RECHERCHE ET INNOVATION

Un potentiel innovant existe

- Une université et des laboratoires bien évalués
- Les dépôts de brevets sont en nombre croissant
- Un nombre croissant d'entreprises innovantes
- De nombreux pôles de compétitivité et compétences

Un positionnement problématique

- Les interfaces en question
- La question du choix entre high et low tech
- La haute technologie absente du territoire
- Place aux activités de moyenne technologie

Un problème urgent : l'hyperspécialisation de l'économie locale

- L'économie repose sur quelques activités
- L'activité industrielle est concentrée dans 5 secteurs d'activités
- Le problème est moindre dans le tertiaire
- Le déficit est marqué dans les activités à forte valeur ajoutée

## L'INSCRIPTION DANS DES RESEAUX PHYSIQUES

Une connectivité remarquable

- Des réseaux denses
- Une région métropolitaine de poids

Quelle inscription dans les réseaux symboliques ?

- Oublier des atouts qui n'en sont pas
- Le développement n'a plus de base clairement identifiée

## L'ATTRACTIVITE EN QUESTION

Pages 30 à 37

### UNE FAIBLE CAPACITE A RETENIR SA POPULATION

Le territoire perd ses talents

- Le solde migratoire est déficitaire
- L'attractivité est dirigée vers certains publics
- L'attractivité est très différenciée selon les communes

### UNE FAIBLE CAPACITE A RETENIR SES ENTREPRISES

Plus de départs que d'arrivées

- Un déficit de 113 établissements en 5 ans
- Commerce et transport/logistique largement déficitaires

### DEUX CONSEQUENCES

Un territoire qui s'appauvrit

- Moins de foyers fiscaux imposables
- La situation se dégrade
- Les inégalités s'accroissent entre communes

Un territoire clivé

- La répartition socio-spatiale est inégalitaire
- Une métropole mulhousienne ?

# AVANT PROPOS

L'année 2012 a été marquée par la volonté de la MEF et de ses partenaires d'établir un réel diagnostic du territoire de la Région mulhousienne. Celui-ci s'est alors substitué à l'observatoire du territoire diffusé jusqu'alors, trop sectoriel, trop peu synthétique et insuffisamment problématisé.

Le diagnostic, au contraire, ne prétend pas à l'exhaustivité, mais est centré sur les principales problématiques que connaît le territoire. : la désindustrialisation, le trop faible niveau de formation de la population, le clivage socio-spatial...

L'idée initiale était de retracer des dynamiques, sur une période assez longue, afin de pouvoir apprécier la manière dont le territoire avait évolué jusqu'à connaître la situation difficile qui est la sienne aujourd'hui.

L'actualisation 2013 du diagnostic s'inscrit toujours dans cette perspective. Mais le suivi des évolutions socio-économiques est rendu plus difficile par plusieurs changements qui ont affecté les sources statistiques utilisées.

D'une part, Pôle emploi refuse de rendre publiques ses données à un niveau fin -nomenclature en 700 postes et au niveau communal- au-delà de l'année 2010. Cela nous a conduit à mobiliser les données de l'ACOSS (URSSAF), mais les sources étant différentes, il n'y a pas de continuité des données. Les données ACOSS n'ayant pas été réropolées avant 2007, nous disposons de deux séries différentes : l'une couvrant la décennie 2000-2010, l'autre la période 2007-2012. C'est pourquoi

le choix a été fait de retracer les grandes évolutions de la décennie 2000-2010 au cours de laquelle le déclin est initié, grâce aux données encore disponibles de Pôle emploi, et de présenter les données les plus récentes grâce à la source ACOSS.

D'autre part, l'Institut National de la Propriété Industrielle ayant changé de logiciel, il n'est plus possible de retracer la dynamique d'innovation à partir des inventeurs et les co-inventeurs. Les données fournies ne permettent que de connaître les entreprises et institutions déposantes, ce qui réduit considérablement le champ d'analyse.

Enfin, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques a changé de questionnaire pour étudier les mobilités résidentielles. Il n'y a donc pas, là non plus, de continuité entre les données présentées en 2012 et celles de la présente actualisation.

Nous espérons que ces changements n'affectent pas trop la lisibilité du document qui, à l'avenir, devra être refondu pour n'utiliser que des sources homogènes.

Autre changement intervenu : le changement de périmètre de l'agglomération de Mulhouse, qui a été rejointe par la commune de Steinbrunn le Bas. Les données relatives à cette commune ont été intégrées, ce qui a modifié sensiblement, en plusieurs endroits, le poids respectif des communes. Un nouveau changement de périmètre constituerait une raison supplémentaire de refondre ce document dès 2014.



## De quelle crise parle-t-on ?

Le territoire de la région mulhousienne est en crise. C'est un constat de plus en plus largement accepté et la réunion du CESER d'Alsace <sup>(1)</sup> du 19 octobre 2011 n'a pas éludé la question. Une fausse bonne idée serait de penser que la crise ne date que de 2008 et l'explosion de la bulle spéculative. En fait, le tournant fut pris dès le tout début de la décennie 2000. Pourquoi une prise de conscience tardive ?

### UNE CRISE STRUCTURELLE

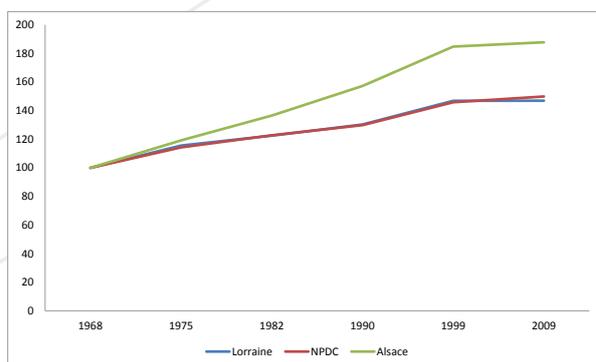
#### Le « modèle » alsacien en crise

##### La rupture des années 2000

L'Alsace constituait un modèle souvent cité en référence pour sa réussite. Les emplois industriels s'effondraient dans les bassins industriels historiques (le Nord-Pas-de-Calais par exemple) mais se maintenaient voire se développaient en Alsace. La situation était donc rassurante.

Les investissements étrangers et notamment allemands étaient importants et constituaient un socle pour le développement économique du territoire. Une certaine proximité culturelle, le comportement exemplaire des salariés, leur formation qui privilégiait l'alternance, venaient compléter le tableau et donnaient des gages quant à la poursuite du mouvement.

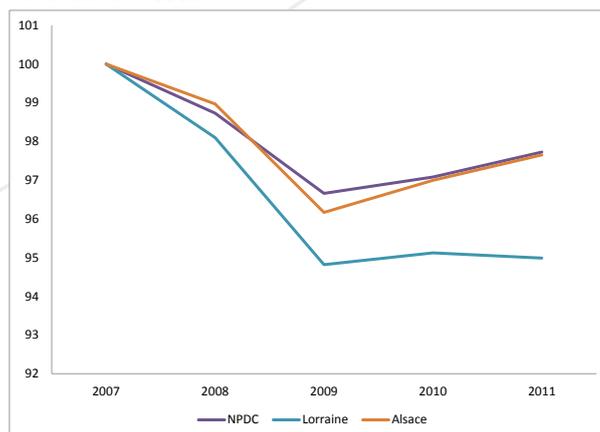
Evolution des actifs de 25 à 54 ans ayant un emploi.  
Source INSEE, recensement de la population, 2009



Ce graphique représente l'évolution en base 100 : 1968 des actifs ayant un emploi aux différents recensements. L'Alsace connaît une croissance nettement plus forte de ses actifs occupés jusqu'au recensement de 1999. L'accroissement atteint 85% contre 46 et 47% pour le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine. A remarquer toutefois un tassement de la progression à compter de 1999.

Les apparences étaient trompeuses car depuis le début de la décennie 2000, l'Alsace -le problème déborde largement le territoire mulhousien- présente des performances moindres que le Nord Pas-de-Calais quant aux évolutions de l'emploi salarié. Les effectifs salariés de la région Alsace entre 1999 et 2010 n'ont augmenté que de 2,7%, quand ceux de la région Nord-Pas-de-Calais ont crû de 7,1%.

Evolution en base 100 : 2007 des effectifs salariés du champ marchand. Source ACOSS



Depuis 2007, les effectifs ont reculé de manière à peu près égale dans les deux régions (-2,27% pour le NPDC et -2,34 pour l'Alsace). La plus mauvaise situation revient à la Lorraine où les effectifs ont chuté de 5%.

Plusieurs raisons sont communément avancées pour expliquer ces difficultés. La première est une réorientation des investissements étrangers vers d'autres technologies et d'autres territoires (les nanotechnologies en Rhône-Alpes par exemple). La seconde prend acte du fait que l'Alsace est concurrencée dans son rôle de sous-traitant des entreprises allemandes par les pays de l'est européen et par l'Asie. Une troisième explication, plus générale, insiste sur le manque d'investissements et un positionnement des produits en milieu de gamme peu favorable.

##### A LIRE :

<sup>(1)</sup> CESER, « Synthèse de la 1ère Agora de l'économie », 19 octobre 2011

## Le tissu économique mulhousien est durement impacté au cours de la décennie 2000

Localement, l'essor important des activités commerciales, notamment dans les communes du Bassin Potassique touchées par la fermeture des mines, a contribué à des créations d'emploi et à ainsi maintenir un taux de chômage bas dans la région mulhousienne, ce qui confortait l'apparent succès du « modèle » mulhousien.

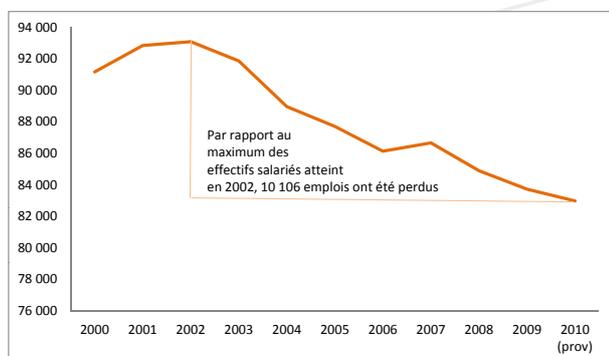
De manière plus factuelle, le succès de la gamme Peu-

geot avec notamment la 206 au milieu de la décennie, a boosté les effectifs de PSA et donc l'emploi industriel local. Cela a contribué à masquer la réalité qui est celle d'un renversement de tendance dès le début de la décennie 2000.

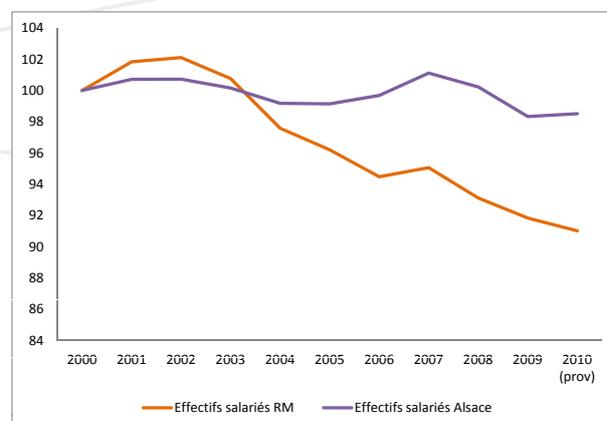
## Plus durement impacté que le reste de l'Alsace

De 2000 à 2010, l'Alsace a perdu 1,5% de ses effectifs salariés privés. Dans le même temps, la Région Mulhousienne en a perdu 9%, soit un total de 8 194 postes.

Evolution des effectifs salariés du champ marchand.  
Source Pôle emploi.

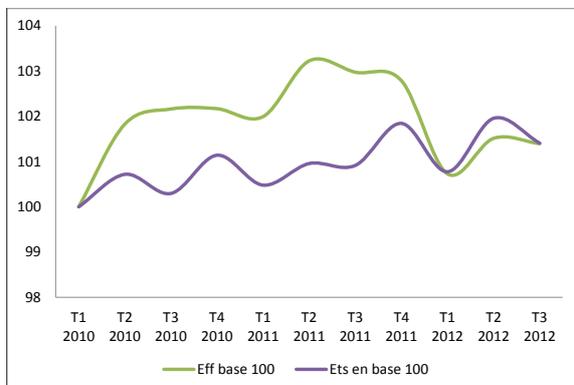


Evolution des effectifs salariés du champ marchand, en Alsace et dans la Région Mulhousienne. Source Pôle emploi.



## Comment se présente la décennie 2010 ?

La nouvelle crise économique de 2008 a durement impacté le territoire. Après l'embellie de 2006/2007, les pertes d'entreprises sont massives à compter de 2008, jusqu'à 2010. Les dernières données disponibles auprès de l'URSSAF tendent à montrer que la situation s'est quelque peu améliorée depuis 2010. Entre le début de l'année 2010 et le troisième trimestre 2012, le nombre de postes de travail recensés par l'URSSAF a légèrement augmenté, mais les fluctuations sont très importantes d'un trimestre à l'autre.



Evolution des effectifs salariés et des établissements en base 100 : 2010. Source URSSAF

La croissance est forte en début d'année 2010 puis est suivie d'un palier. Nouvelle croissance au début 2011 suivie d'un nouveau palier, avec une forte baisse au début de l'année 2012, qui concerne tant les effectifs salariés que les établissements.

## LA CRISE TOUCHE TOUS LES SECTEURS

### La crise n'est pas qu'industrielle

#### Aucun secteur industriel n'est épargné <sup>(2)</sup>

Les activités industrielles sont certes en première ligne des pertes d'emplois avec plus de 9 000 postes salariés perdus. Une analyse détaillée des évolutions de l'emploi salarié industriel montre que seuls deux types d'activités ont réussi à créer quelques emplois sur la période 2000/2010 : la production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz et la gestion des déchets. Toutes les autres activités industrielles ont perdu de l'emploi.

#### A LIRE :

<sup>(2)</sup> Aperçu de la désindustrialisation dans la région mulhousienne, AURM, 2011

Les plus grosses pertes se trouvent dans le textile, dans la chimie, de même que dans la fabrication de matériel de transport (PSA et les équipementiers) qui a perdu 3 700 emplois. Enfin, les pertes se trouvent aussi dans la fabrication de machines et d'équipements industriels, qui est un secteur véritablement sinistré et sur l'avenir duquel il conviendrait de s'interroger. Le décrochage des industries des biens de consommation et d'équipements est brutal. Les effectifs y ont baissé de 50 et 60%.

Activités industrielles dans lesquelles l'emploi salarié privé a baissé de 2000 à 2010, région mulhousienne	Evolution des salariés privés		Activités industrielles dans lesquelles l'emploi salarié privé a augmenté de 2000 à 2010, région mulhousienne
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons etc.	-612		
Fabrication de textiles, ind de l'habit, ind du cuir etc	-1 099		
Industrie pharmaceutique	-66		
Fabrication de produits informatiques, électron et optiques	-336		
<b>Total</b>	<b>-2 113</b>		
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	-260	99	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur etc
Cokéfaction et raffinage	0	37	Prod et distri d'eau ; assainissement, gestion des déchets etc
Industrie chimique	-835		
Fab. de produits en caoutchouc, prodts minéraux non métal	-36		
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	-199		
Industries extractives	-19		
Autres ind manuf ; maintenance	-112		
<b>Total</b>	<b>-1 461</b>	<b>136</b>	
Fabrication d'équipements électriques	-9		
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	-1 386		
<b>Total</b>	<b>-1 395</b>		
<b>Fabrication de matériels de transport</b>	<b>-3 707</b>		
<b>Construction</b>	<b>-680</b>		
<b>Total général</b>	<b>-9 356</b>	<b>136</b>	
<b>Solde</b>		<b>-9 220</b>	

Source Pôle emploi, UNISTATIS

#### Le secteur tertiaire ne va guère mieux

L'idée selon laquelle il y aurait basculement des emplois du secondaire vers le tertiaire n'est pas ici vérifiée. Les activités tertiaires, sur la période 2000/2010 n'ont au total créé qu'un peu plus de 1 000 emplois salariés privés. Là aussi, un examen détaillé s'impose.

- L'emploi tertiaire n'a progressé que dans les activités relevant essentiellement du champ non marchand. Dans le champ de la santé et de l'action sociale, 2 500 postes salariés ont été créés. Les autres groupes d'activités perdent de l'emploi.

- Dans les services plutôt tournés vers les entreprises : 989 emplois salariés ont été perdus. Cela est d'autant plus dommageable qu'il s'agit souvent

d'activités créatrices de valeur ajoutée et fournisseuses d'emplois de qualité. A l'heure où les services aux entreprises prennent une importance croissante du fait de l'externalisation des fonctions (après le nettoyage et le gardiennage etc., même la maintenance est externalisée), il est essentiel de maintenir et développer un réseau de services qui participent de l'attractivité territoriale.

- Même chose pour le commerce et autres services essentiellement tournés vers les particuliers (tels que l'hébergement et la restauration) qui ont également perdu 469 emplois.

Dans le commerce stricto sensu, il faut s'attendre à ce que le mouvement de « rationalisation » continue. D'une part, parce que la concurrence se fait plus rude en Sud

Alsace (3) ; d'autre part parce que le modèle traditionnel de la grande distribution s'essouffle. Troisièmement, parce que les techniques évoluent et permettent de réduire le personnel (caisses automatiques, etc). Enfin, parce que les comportements d'achat évoluent (e-commerce). Il est donc probable que l'on assistera à des modifications profondes des emplois dans le commerce dans les années à venir (4).

Enfin, il faut noter que l'organisation des espaces commerciaux dans la Région Mulhousienne se fait au détriment de la ville centre, sous dotée, et de ce fait peu attractive (5).

**A LIRE :**

- (3) Charte de développement commercial de la Région Mulhousienne
- (4) Diagnostics sectoriels, MEF/AURM, 2011
- (5) L'attractivité résidentielle des agglomérations françaises», Hervé Alexandre, François Cusin et Claire Juillard, Paris Dauphine, juillet 2010
- (6) «Evolution des secteurs d'activités avant et après la crise (2007-2010), MEF/AURM, octobre 2012.

Activités tertiaires dans lesquelles l'emploi salarié privé a baissé entre 2000 et 2010	Evolutions de l'emploi salarié		Activités tertiaires dans lesquelles l'emploi salarié privé a augmenté entre 2000 et 2010
Commerce ; réparation d'auto et de moto	-434	197	Hébergement et restauration
Activités financières et d'assurance	-350	118	Activités immobilières
<b>Total</b>	<b>-784</b>	<b>315</b>	
Transports et entreposage	-453	25	Télécommunications
Edition, audiovisuel et diffusion	-446	159	Activités informatiques et services d'information
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-314	450	Act. juridiques, comptables, de gestion, d'ingénierie etc
Activités de services administratifs et de soutien	-462	52	Recherche-développement scientifique
<b>Total</b>	<b>-1 675</b>	<b>686</b>	
Administration publique	-316	70	Enseignement
Arts, spectacles et activités récréatives	-58	637	Activités pour la santé humaine
		1 989	Hébergement médico-social, action sociale
		181	Autres activités de services
<b>Total</b>	<b>-374</b>	<b>2 877</b>	
<b>Total général</b>	<b>-2 833</b>	<b>3 878</b>	
<b>Solde général</b>	<b>1 045</b>		<b>emplois salariés privés supplémentaires</b>

Source Pôle emploi, UNISTATIS

**L'incapacité du territoire à créer de l'emploi ne relève donc pas seulement d'une problématique industrielle. Sur la décennie 2000/2010, les activités de commerce et de services marchands sont également fort peu dynamiques en termes de création d'emplois.**

Sur le plan du commerce, la ville centre est concurrencée d'une part, par sa périphérie immédiate (Illzach, Wittenheim) qui a des taux de croissance des établissements commerciaux très importants : 45 et 36% entre 1993 et 2010 ; mais aussi par des territoires plus « lointains » où ont émergé des pôles commerciaux. A titre d'exemple, dans le canton de Cernay, la croissance des commerces atteint 32%, 35% pour celui de Soultz, 20% pour ceux de Sierentz et Hirsingue...

A noter que, de manière générale, la croissance des effectifs salariés est plus que proportionnelle à celle des établissements (14% contre 10%), ce qui traduit une tendance à la croissance de la taille des commerces, le modèle « super et hyper » se diffuse largement au-delà des grands pôles urbains. 87 supermarchés et 12 hypermarchés existaient en 1993 dans le Haut-Rhin, ils sont maintenant au nombre de 110 et 25.

L'un des résultats de ces évolutions est que la ville centre est sous équipée en matière de commerces et que l'intensité commerciale pour 1 000 habitants est l'une des plus faibles qui soient : 6,1. Seule, parmi les villes de taille équivalente, Orléans a un plus mauvais score : 5,4 commerces pour 1 000 habitants. Même élargie à l'échelle de l'unité urbaine(5), Mulhouse fait partie des 10 unités urbaines à la plus faible densité commerciale.

### Les évolutions récentes

La base de données URSSAF permet de suivre les évolutions des effectifs des activités jusqu'en 2012.

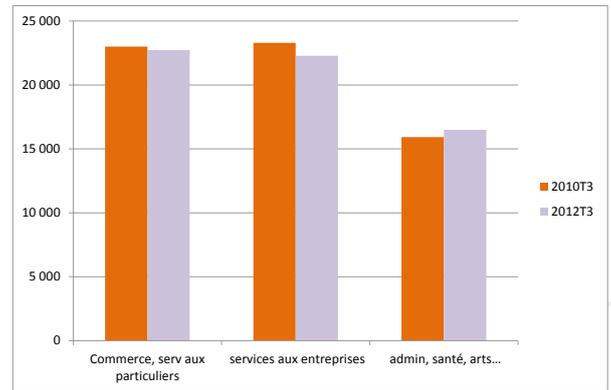
- En ce qui concerne l'industrie, l'hémorragie semble stoppée. Entre les troisièmes trimestres 2010 et 2012, seuls 232 emplois ont été perdus, essentiellement dans l'agroalimentaire, la métallurgie et la maintenance (-326 postes). La chimie par contre parvient à créer 113 postes.
- Même chose pour la construction : 302 postes créés.
- Dans le commerce, la finance et l'immobilier, 477 postes sont perdus. Seuls l'hébergement et la restauration créent des postes : +202

- La perte de 1 000 postes dans les services plutôt destinés aux entreprises est due à l'intérim qui a créé des postes jusqu'au 2ème trimestre 2011 et qui a ensuite plongé. Sinon, les autres activités sont assez stables.

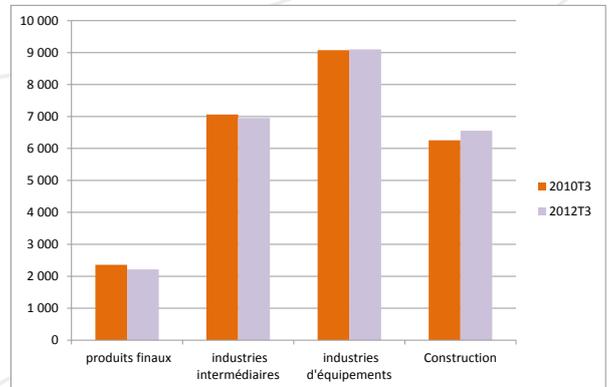
- Dans les activités tournées vers le public, l'administration et la santé perdent 106 postes mais l'action sociale continue sur sa lancée avec +412 postes.

Au final : 17 activités (NACE 38) perdent 2 255 postes (dont 1 038 pour l'intérim) et 17 activités créent 1 602 postes. **La situation reste négative mais semble en voie de redressement par rapport à la période 2008/2010(6).**

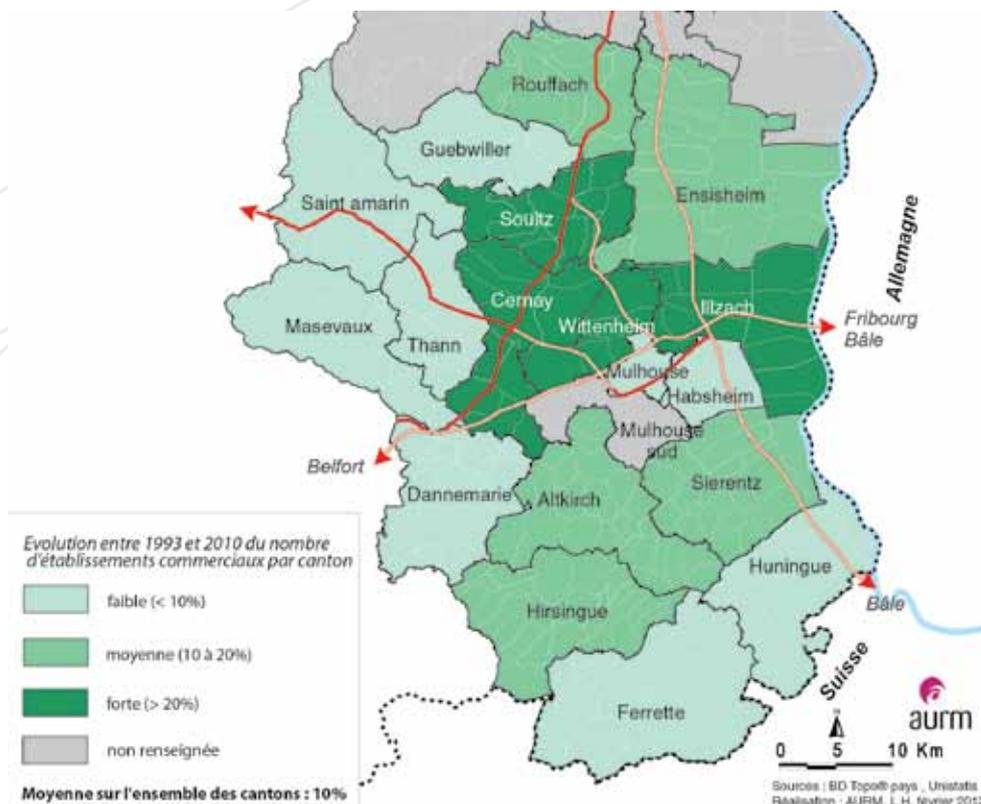
Effectifs salariés du commerce et des services, au T3 2010 et au T3 2012. Source URSSAF



Effectifs salariés de l'industrie, au T3 2010 et au T3 2012. Source URSSAF



### L'évolution des commerces dans les cantons du sud Alsace



# Une question centrale : l'emploi

L'un des problèmes majeurs de la Région Mulhousienne est le chômage qui touche, à la fin du 3ème trimestre 2012, 10,9% de la population. Le différentiel avec la France atteint 1 point.

Cette situation est sans aucun doute à mettre au compte d'une relative désindustrialisation qui ne touche d'ailleurs pas que la Région Mulhousienne. Mais un facteur aggravant joue ici : la population se renouvelle peu. La part des ouvriers reste plus importante qu'ailleurs et surtout, le niveau de qualification et de formation de la population ne semble plus adapté.

## UNE QUESTION DE QUALIFICATION

### Trop d'ouvriers sans qualification

#### Les CSP se renouvellent trop lentement

Les catégories socioprofessionnelles ont assez nettement évolué entre les recensements de 1999 et 2009. La part des cadres et autres catégories sociales dites supérieures est un peu plus importante et la part des ouvriers et employés dans la population est un peu plus faible. Néanmoins, le progrès des CSP+ et le recul des employés et des ouvriers sont plus faibles qu'en France, ce qui contribue à alimenter l'image d'un territoire industriel et d'une population ouvrière. Le renouvellement des CSP s'opère, mais plus lentement que ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire national.

Ce n'est pas un problème spécifique à Mulhouse et sa région. Paris absorbe 20% des cadres français. Viennent ensuite les plus grandes métropoles (Lyon, Marseille...). Les villes et agglomérations de petite et moyenne tailles<sup>(7)</sup> peinent de manière générale à suivre le mouvement, à offrir la même attractivité. La relative faiblesse des cadres est généralement perçue comme un handicap dans une économie de la connaissance et la part élevée des ouvriers dans la population est communément corrélée avec un taux de chômage élevé.

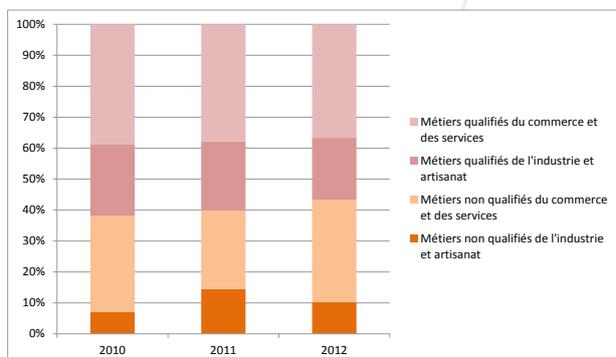
Ce qui est en cause n'est pas le fait d'avoir beaucoup d'ouvriers sur un territoire (voir la part des ouvriers dans la population allemande) mais d'avoir des ouvriers trop peu qualifiés.

Evolution du taux de chômage dans la zone d'emploi de Mulhouse de 2003 à 2012. Source : INSEE



Le taux de chômage de la zone d'emploi de Mulhouse était, depuis 1999, supérieur à celui de l'Alsace, mais restait inférieur au niveau national. A compter du 1er trimestre 2004, le taux de chômage local est devenu supérieur au taux national, avec une croissance très forte jusqu'au 3ème trimestre 2006. Une amélioration de la situation a ensuite succédé. Celle-ci a pris fin avec la crise, au second semestre 2008. Fin 2012, le taux de chômage est remonté à son plus haut de 2006.

Besoins en main d'oeuvre par niveau de qualification. Source : Pôle emploi



L'enquête Besoins en Main d'Oeuvre ne doit pas être prise au pied de la lettre, il s'agit à un moment T de l'opinion des chefs d'entreprise. Néanmoins, elle indique une tendance à la recherche de personnel qualifié. A noter la faible part des projets de recrutement dans les activités industrielles : 30% du total, dont 66% correspondent à des emplois qualifiés.

Entre 1999 et 2009, dans la Région Mulhousienne, la part des CSP+ (artisans, commerçants, chefs d'entreprise et cadres supérieurs) a augmenté de 0,6 point tandis que celle des ouvriers et employés régressait de 2 points. Mais la part des CSP+ reste inférieure de 3 points à leur part en France et celle des ouvriers et employés reste supérieure de 3,7 points. La représentation des ouvriers dans la population de la Région Mulhousienne a donc peu évolué alors que la part des CSP+ a relativement régressé : l'écart avec la France était de 1,8 point, il est maintenant de 3 points.

Nombre et part des ouvriers selon leur qualification dans la Région Mulhousienne. Source INSEE, RP 2009

INSEE RP	2009	
	Nb	en %
Ouvriers qualifiés	18 266	60,9
Ouvriers non qualifiés	11 728	39,1
<b>Total ouvriers</b>	<b>29 994</b>	<b>100</b>
Emplois	110 089	
<b>Part des ouvriers</b>		<b>27,2</b>

Nombre et part des CSP+ et des ouvriers/employés aux recensements de 1999 et 2009

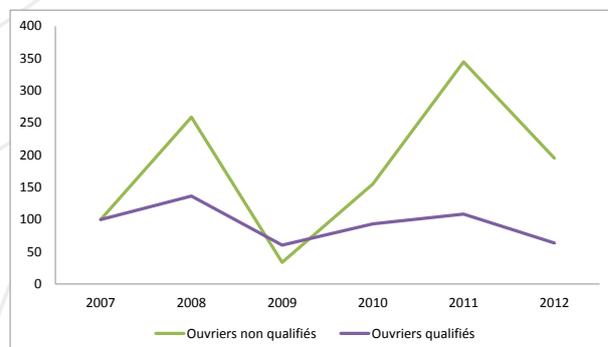
Source : RP INSEE 1999

	CSP+	En % du total	Employés/ouvriers	En % du total
Région Mulhousienne	16 849	8,4	71 740	35,8
Haut-Rhin	46 088	8,1	208 962	36,8
Alsace	126 652	9,1	501 313	35,9
France	4 824 192	10,2	14 869 224	31,3

Source : RP INSEE 2009

	CSP+	En % du total	Employés/ouvriers	En % du total
Région Mulhousienne	19 037	9,0	71 326	33,8
Haut-Rhin	57 246	9,4	212 631	34,8
Alsace	161 006	10,7	510 894	33,8
France	6 111 163	12,0	15 371 200	30,1

Evolution en base 100 : 2007 des projets de recrutement d'ouvriers qualifiés et non qualifiés déclarés lors des enquêtes BMO. Source Pôle emploi.



Ce graphique met en lumière la très grande sensibilité des projets de recrutement pour des emplois d'ouvriers non qualifiés. Les variations des projets pour les emplois qualifiés sont assez faibles, alors que celles des personnes non qualifiées sont plus importantes. Avec la crise, les projets de recrutement s'effondrent et dès qu'une reprise s'amorce, ils repartent en flèche.

## Les ouvriers peu qualifiés sont précarisés

La précarisation des emplois les moins qualifiés peut être illustrée avec l'évolution des projets de recrutement déclarés par les chefs d'entreprise, où la sensibilité des emplois industriels ouvriers non qualifiés est beaucoup plus forte. Tout se passe comme si les entreprises industrielles avaient leur stock d'ouvriers qualifiés, permanent, qui se renouvelle relativement peu, et recouraient en cas de besoin à une main d'œuvre flexible, en CDD ou intérim<sup>(8)</sup>.

## Tout comme les employés du commerce et des services

Il ne faudrait cependant pas oublier que cette précarité croissante ne concerne pas seulement l'industrie. Le commerce et les activités tertiaires sont encore plus concernés. Le taux de rotation de leurs effectifs est nettement supérieur à celui de l'industrie<sup>(9)</sup>.

Celui ou celle qui cherche à s'insérer sur le marché du travail est donc face à une alternative. Soit s'orienter vers l'industrie où en règle générale l'emploi reste plus stable, mais de ce fait l'emploi stable y est rare et la condition pour y accéder est la qualification. Soit s'orienter vers le tertiaire, qui offre plus d'opportunités, mais aussi des emplois beaucoup moins stables.

## D'où un chômage de masse dans des métiers peu porteurs

10 métiers, généralement d'assez bas niveau de qualification (nettoyage, mise en rayon, manœuvre du BTP...), concentrent un tiers des demandes d'emploi entrant dans le dispositif Pôle emploi. Pour 9 de ces 10 métiers, l'offre d'emploi est rare, avec des ratios offre/demande très faible.

Il est donc logique que ces métiers concentrent également une grande part des demandeurs d'emploi « en fin de mois ».

Le seul métier où le ratio offre/demande est un peu plus favorable est celui du montage-assemblage mécanique, alimenté par PSA. La demande est toutefois deux fois supérieure à l'offre.

### A LIRE :

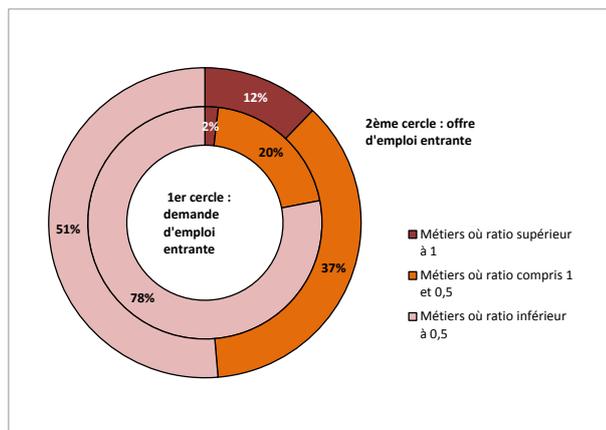
(7) Les villes moyennes en perte de population ? Population et avenir, n° 706, Janvier-février 2012

L'avenir des villes industrielles de taille moyenne, AURM, 2011

(8) La mécanique du XXIe siècle, MEF/AURM, 2009

(9) Les dynamiques contrastées du marché du travail, MEF/AURM 2011

Répartition des offres et des demandes entrantes en fonction du ratio offre / demande. Source Pôle emploi. ZE de Mulhouse, 2012



Ce graphique se lit ainsi : 78% de la demande d'emploi entrante est concentrée dans des métiers où le rapport entre l'offre et la demande est inférieur à 0,5. Soit 2 personnes pour une offre. Ces métiers ne correspondent qu'à 51% de l'offre émanant des entreprises. A l'inverse, 12% des offres d'emploi enregistrées correspondent à des métiers où la demande d'emploi est faible. 1 397 offres (12% du total) ne rencontrent que 693 demandeurs, soit un peu moins de 2% des demandeurs.

Les métiers où l'offre est supérieure à la demande représentent logiquement une faible part des chômeurs (2%) et une part non négligeable de l'offre d'emploi : 12%. Il existe donc de réelles difficultés à recruter pour certains métiers qui, à une exception près, ont pour caractéristique d'être qualifiés, voire très qualifiés. A noter que ces emplois sont disponibles dans le secteur tertiaire (ingénierie d'affaires, assurances...), mais aussi dans l'industrie qui a besoin de concepteurs notamment.

L'exception est celui de la distribution de documents qui n'est pas perçu comme étant un réel travail et qui est plus assimilé à un «petit boulot», pénible et mal rémunéré, ce qui explique que les demandeurs d'emploi ne s'orientent pas vers cette occupation.

Pour résumer, les demandeurs d'emploi, probablement parce que insuffisamment qualifiés, orientent leur recherche d'emploi vers des métiers où existe certes une offre, mais largement inférieure à la demande. A l'inverse, pour certains métiers qualifiés, la demande peut être insuffisante.

Les 10 métiers qui concentrent la Demande d'Emploi Entrante (DEE) en 2012. Bassin d'emploi de Mulhouse. Source Pôle emploi

Libellé ROME	OEE/DEE	DEE	OEE
Peinture en bâtiment	0,1	664	75
Assistance auprès d'enfants	0,1	726	99
Services domestiques	0,3	753	216
Secrétariat	0,2	777	136
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	0,2	787	131
Mise en rayon libre-service	0,1	849	123
Vente en habillage et accessoires de la personne	0,1	1317	121
Magasinage et préparation de commandes	0,2	1422	250
Montage-assemblage mécanique	0,5	1931	938
Nettoyage de locaux	0,2	2055	361
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>11281</b>	<b>2450</b>

Ces dix métiers représentent 1/3 des demandeurs d'emploi entrants dans le dispositif Pôle emploi. Dans 9 cas sur 10, le ratio entre offre et demande est égal à 0,1 ou 0,2, ce qui signifie qu'il y a de 5 à 10 demandeurs pour une offre. « Heureusement », le volume d'emplois dans l'automobile permet d'absorber une partie de la demande d'emploi.

Les principaux métiers où l'Offre d'Emploi Entrante (OEE) est supérieure à la Demande (DEE) en 2012. Bassin d'emploi de Mulhouse. Source Pôle emploi

Libellé ROME	OEE/DEE	DEE	OEE
Distribution de documents	7,6	32	244
Management et ingénierie d'affaires	2,1	32	68
Relation technico-commerciale	1,5	127	191
Conception et dessin produits mécaniques	1	104	99
Ingénierie et études du BTP	1,2	44	54
Revalorisation de produits industriels	1,6	33	52
Conception et dessin de produits élect. et électroniques	4,2	13	55
Intervention technique en études et conception en automatisme	3,1	17	52
Conseil clientèle en assurances	1	41	43
Sylviculture	35	1	35
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>444</b>	<b>893</b>

Ces dix métiers représentent à peine 1,2% des demandeurs d'emploi entrants dans le dispositif Pôle emploi mais presque 8% des offres d'emploi entrantes. Les désajustements sont forts pour des emplois de conception en automatisme ou produits électriques et électroniques.

## La ressource que constituent les emplois frontaliers est menacée

### La question linguistique

« Avant il y avait 50% de la population de la commune qui allait travailler en Allemagne. Maintenant, il reste quelques emplois déqualifiés et des emplois très qualifiés. Il n'y a plus rien entre les deux... Il y a bien quelques femmes qui vont faire des ménages, au noir. »

Une élue de la Région Mulhousienne

Les entreprises de la Région Mulhousienne ne sont pas seules en cause. Le travail frontalier, qui constitue une ressource essentielle pour l'économie locale en fournissant de l'emploi et des revenus, connaît de profondes évolutions.

D'une part, les frontaliers français sont concurrencés en Suisse, par les frontaliers allemands, de plus en plus nombreux. Est sans doute ici en question la maîtrise

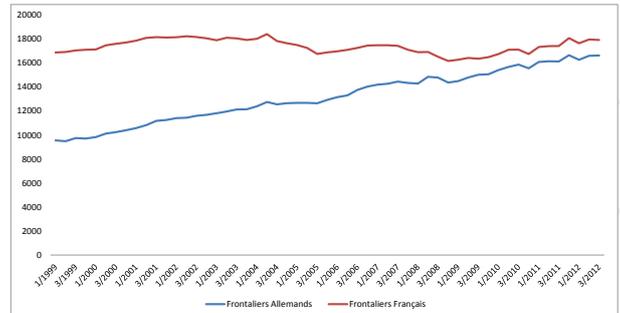
de la langue allemande par les Français. Cela renvoie bien sûr à la politique plus ou moins incitative mise en place par l'Education Nationale, mais aussi aux initiatives que peuvent prendre les collectivités locales pour favoriser le bilinguisme : écoles élémentaires bilingues, soutien à des associations favorisant le bilinguisme ou l'apprentissage de l'allemand...

### Des qualifications demandées en forte évolution

D'autre part, un changement structurel de l'emploi frontalier est à noter. Les effectifs du secteur secondaire -les activités industrielles- ne cessent de baisser, tandis que ceux du commerce et des services sont en constante augmentation. Les emplois dans ces activités tertiaires ne demandent pas les mêmes qualifications et, de manière générale, sont beaucoup plus qualifiés.

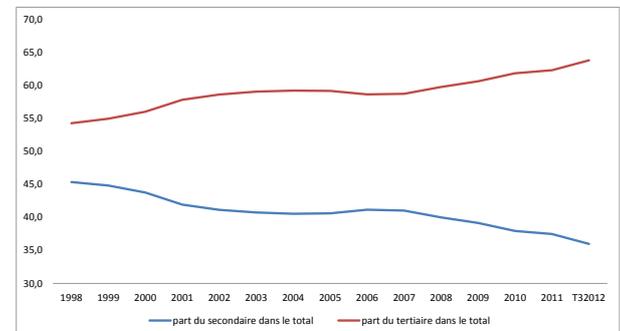
A titre d'exemple, les activités où le travail frontalier s'est le plus développé sont l'information et la communication (+144% entre 1998 et le troisième trimestre 2012), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+236%), l'enseignement (+103%). Il existe donc bien des opportunités mais elles ne s'adressent pas au public traditionnel des ouvriers d'industrie.

Les travailleurs frontaliers par nationalité.  
Source : office statistique du canton de Bâle ville.



Les frontaliers français du canton de Bâle-ville étaient 16 888 en 1999 et représentaient 63,9% du total des frontaliers, contre 9 554 allemands (soit 36,1% du total). Au troisième trimestre 2012, la parité est presque établie avec 17 928 français et 16 634 allemands. Les français ne représentent plus que 51,6% du total des frontaliers.

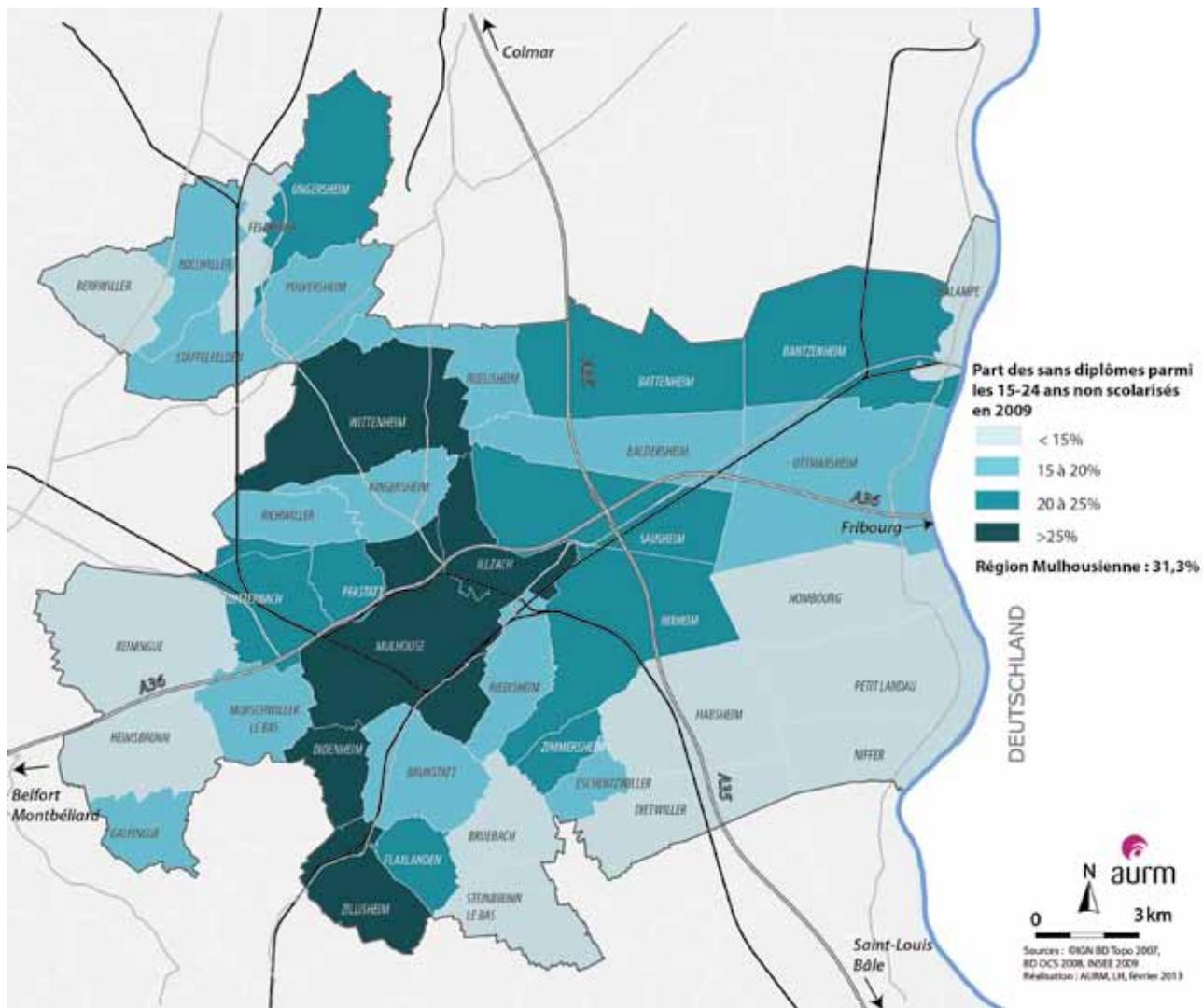
Les travailleurs frontaliers du canton de Bâle ville par secteur.  
Source : office statistique du canton de Bâle ville.



En 1998, 11 778 des 25 960 frontaliers travaillant à Bâle-ville avaient un emploi dans le secteur secondaire qui représentait alors 45,4% des effectifs frontaliers. Ce pourcentage est tombé à 36% au troisième trimestre 2012 avec 12 516 personnes. Dans le même temps le volume d'emplois dans le tertiaire a fortement augmenté en passant de 14 089 à 22 175 personnes soit 63,8% du total.

« Les travailleurs alsaciens, moins bien qualifiés, qui se rendaient traditionnellement dans l'espace du Rhin Supérieur allemand manquent aujourd'hui des connaissances nécessaires en allemand ».

Perspective Régio, 2010.



Les sorties précoces du système éducatif constituent un réel problème pour de nombreuses communes et tout particulièrement pour Wittenheim où 25,6% des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés n'ont aucun diplôme. A Illzach et Didenheim, ce taux de sans diplôme atteint 30% et à Mulhouse, 40%. Le cas de Zillisheim est à prendre avec précaution compte tenu des faibles effectifs. Au total, sur les 14 067 jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés que compte la région mulhousienne, 4 402 n'ont aucun diplôme (infra V), ce qui ne peut qu'induire des difficultés d'insertion professionnelle et demander une action spécifique envers ces «jeunes décrocheurs» .

# LE CHOMAGE RENVOIE A LA FORMATION DE LA POPULATION

## Le niveau de formation n'est plus adapté

### Le CAP ne garantit plus l'accès à l'emploi

Héritage de l'économie industrielle, le niveau de formation de la population apparaît aujourd'hui relativement bas.

Ce constat doit être nuancé. La qualité de la main d'œuvre alsacienne a constitué une référence. De fait, quand on regarde le niveau de formation de l'ensemble de la population régionale, on voit que moins de personnes ont arrêté leur scolarité sans obtenir de diplôme de niveau infra V qu'en France.

Une plus grande part a obtenu au moins un CAP/BEP. Là résidait l'avantage de l'Alsace, d'avoir une main d'œuvre formée aux métiers industriels, plus souvent qu'ailleurs par la voie de l'alternance, ce qui garantissait une relativement bonne adéquation entre la formation des personnes et les besoins des entreprises.

Tant que l'emploi ouvrier abondait, le fait qu'une moindre part de la population poursuive ses études jusqu'au Bac et au-delà, avait une relativement faible importance, en apparence tout au moins. Car depuis lors, trois grands changements sont intervenus.

- D'une part, en Europe de l'ouest, l'emploi industriel tend à régresser.
- D'autre part, dans les activités industrielles, le « niveau monte ». Le degré d'exigence des entreprises est croissant même pour des emplois ouvriers. Ainsi la branche « chimie », dans ses travaux prospectifs<sup>(10)</sup>, avance que l'objectif est d'atteindre des embauches de niveau BTS.
- Enfin, cela signifie que l'économie de la connaissance s'est progressivement imposée et qu'elle ne concerne pas seulement les emplois de « cols blancs », les emplois tertiaires. Les emplois industriels ont un côté de plus en plus immatériel. Ils incorporent de plus en plus de savoir et savoir faire qui ne peuvent plus être acquis uniquement « sur le tas ».

### A LIRE :

(10) « Les industries chimiques. Synthèse prospective emploi-compétences », DGEFP, 2009.

### La faiblesse du niveau de formation des jeunes est alarmante

Le problème est que la population n'a pas suffisamment pris conscience de ces évolutions. Jusqu'à une époque (encore) récente, il était relativement aisé de trouver un emploi, localement ou à proximité, la Suisse et l'Allemagne offrant des opportunités nombreuses. Ce n'est plus le cas, mais les jeunes continuent de sortir précocément du système éducatif. Pire, ce que l'on peut considérer comme un échec scolaire est ici plus important qu'en France.

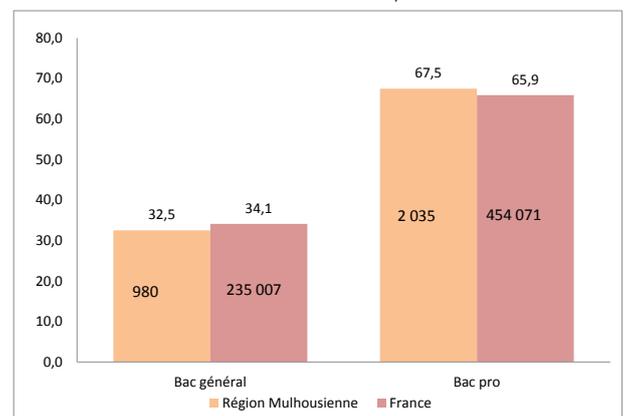
Une plus grande part de jeunes mulhousiens arrêtent leur scolarité sans avoir de diplôme ou en ayant un niveau infra V, inférieur au CAP/BEP. Le déficit, comparativement à la France, de jeunes obtenant le Bac et poursuivant des études post-Bac est criant.

On aurait pu s'attendre à ce que, parmi ceux qui obtiennent le Bac, il y ait une part plus importante de Bac professionnels et technologiques, mais ce n'est pas le cas.

L'écart entre la France et la région mulhousienne est minime, ce qui signifie que le territoire n'est pas capable de capitaliser sur sa culture technique historique. Cela permet aussi de comprendre pourquoi certains chefs d'entreprise se plaignent de ne pas trouver la main d'œuvre dont ils ont besoin.

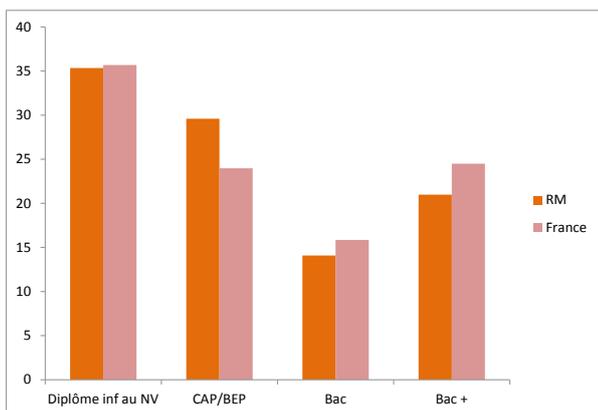
« Les conditions d'accès à l'emploi des jeunes qui entrent sur le marché du travail varient beaucoup selon le niveau de diplôme. Les plus désavantagés sont ceux qui sortent du système éducatif sans être diplômés de l'enseignement secondaire... En 2010, parmi les jeunes actifs sortis du système éducatif depuis moins de cinq ans, 11% des diplômés du supérieur sont au chômage, contre 23% des diplômés du secondaire et 44% de ceux non diplômés ou diplômés uniquement du brevet des collèges. ». INSEE

Répartition des Bac généraux et professionnels obtenus par les jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés. Source INSEE, RP 2009

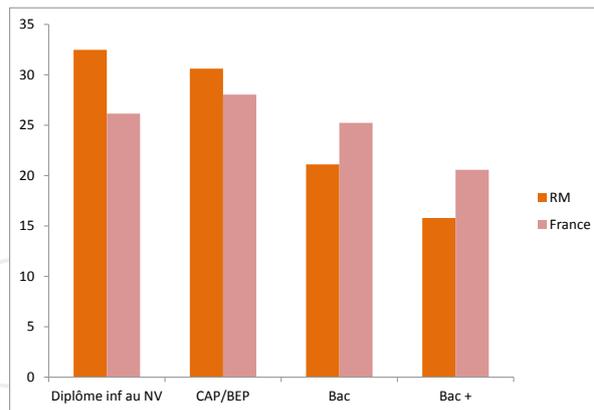


Le comparatif entre le niveau de formation de l'ensemble de la population et celui des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés est instructif. Alors que, dans la population en général, il y a moins de personnes qu'en France de très bas niveau de formation, le rapport s'inverse pour les jeunes qui sont localement plus nombreux à ne pas avoir de diplôme de niveau V (32% contre 26% au plan national). S'ils restent un peu plus nombreux à avoir un CAP/BEP (31% contre 28%), l'écart se creuse pour la part des jeunes qui obtiennent le Bac et qui poursuivent au-delà. 37% des jeunes mulhousiens ont le Bac ou un diplôme supérieur, pour 46% des jeunes français.

Part de la population de plus de 15 ans non scolarisés selon leur niveau de diplôme. Source INSEE RP 2009



Part des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés selon leur niveau de diplôme. Source INSEE RP 2009



### Corollaire : le taux de chômage des jeunes est important.

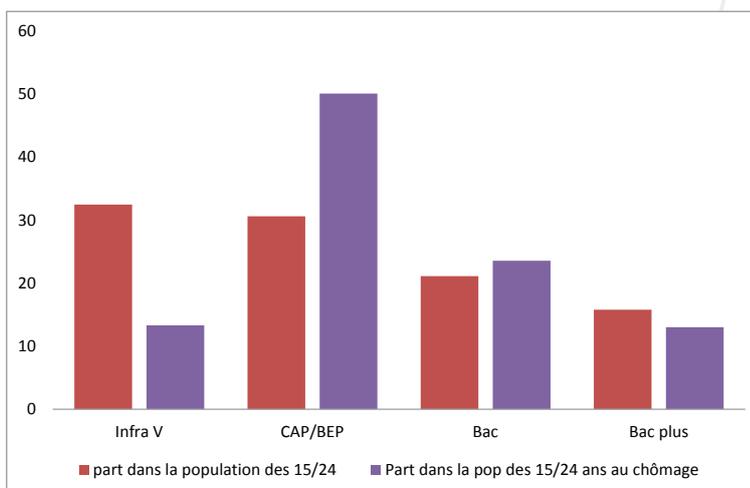
Il est bien connu que le niveau de qualification et le niveau de formation sont corrélés avec le taux de chômage d'une part, avec la durée d'ancienneté au chômage<sup>(11)</sup> d'autre part.

Cela se vérifie ici. Les jeunes chômeurs nantis d'un CAP/BEP sont sur-représentés alors que ceux qui ont un

diplôme de niveau supérieur au Bac sont sous-représentés. Avec un paradoxe toutefois : les jeunes sans diplôme sont sous représentés parmi les chômeurs. Cela peut s'expliquer, d'une part, par l'existence de « petits boulots » auxquels ces jeunes accèdent ; d'autre part, par le fait qu'ils renoncent à s'inscrire au chômage.

L'écart pour les titulaires du CAP/BEP est important. Ils représentent 30,6% des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés et 50% des jeunes de cette classe d'âge au chômage.  
 Pour les bacheliers, les proportions s'équilibrent à peu près. Les titulaires d'un Bac+ sont moins représentés parmi les chômeurs : 13% des chômeurs contre 15,8% parmi les jeunes.  
 Autre écart important : les jeunes sans diplôme, plus faiblement représentés parmi les chômeurs que dans leur classe d'âge : 13% pour 32,5%.

Part des jeunes au chômage et distribution des jeunes selon le niveau de diplôme. Source : RP INSEE et DIRECCTE, année 2009, Région Mulhousienne



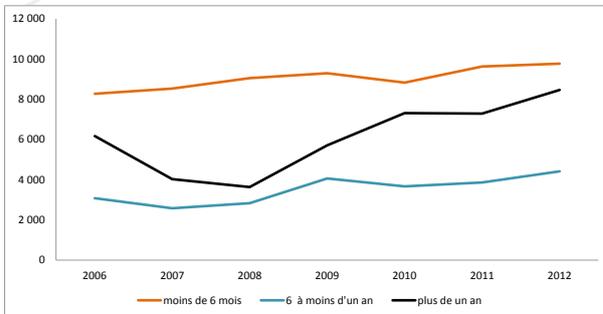
**A LIRE :**  
 (11) « Diplôme et insertion sociale », B. Le Rhun, P. Pollet, in France, portrait de population, édition 2011

## Avec la crise, le chômage progresse à nouveau

### L'ancienneté au chômage s'accroît

Aux problèmes structurels défavorables à l'emploi que sont l'évolution du tissu économique et le niveau de formation et de qualification de la population, est venue s'ajouter la crise qui a sévi à partir de la fin 2008. Alors que la situation tendait à s'améliorer avec une décroissance du nombre de chômeurs, la crise a inversé le processus. Le nombre de chômeurs est reparti en forte hausse et surtout, la durée d'ancienneté au chômage s'accroît.

Ancienneté au chômage de 2006 à 2012. Source : DIRECCTE, Région Mulhousienne

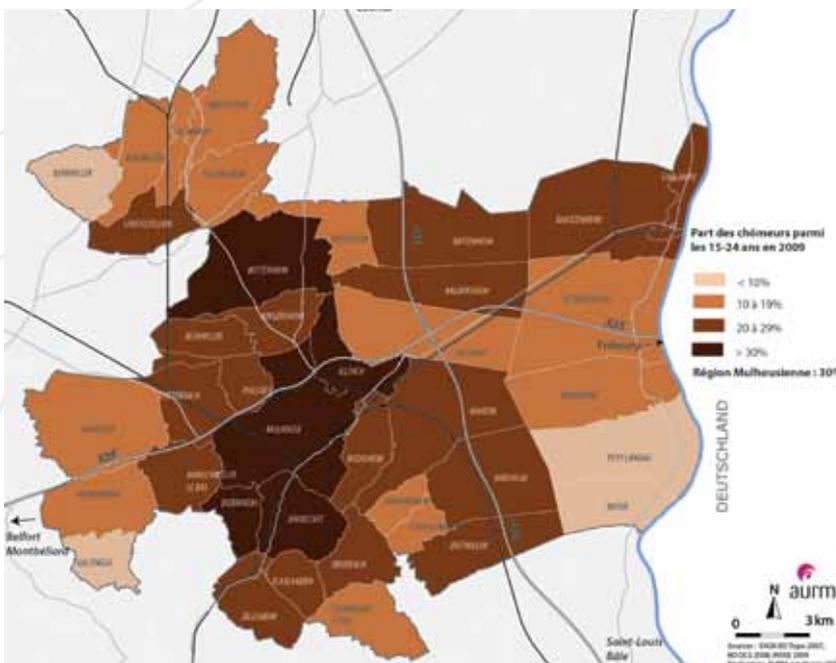
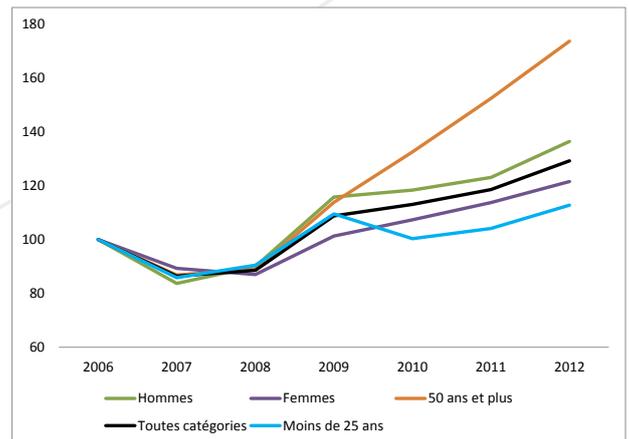


Entre 2006 et 2008, on observe un recul des personnes ayant de 6 mois à un an d'ancienneté (-16,5%) et plus d'un an d'ancienneté au chômage (-34,7%). De 2008 à 2010, le chômage de longue durée (plus d'un an) fait au contraire un bond de 101% (7 306 personnes contre 3 629), tandis que le nombre de personnes ayant une faible ancienneté recule de 2,5%. Après un palier en 2011, le chômage de plus de 6 mois repart en forte hausse en 2012. 8 462 personnes (37%) ont une ancienneté au chômage supérieure à 1 an.

Apparemment, les plus de 50 ans sont les plus durement touchés, les jeunes seraient épargnés.

Les difficultés qui touchent les plus de 50 ans sont réelles et sérieuses. Pour ceux-là, la probabilité de retrouver un emploi s'amenuisera encore avec l'âge. Pour les jeunes, l'amélioration de leur situation est trompeuse et pourrait au contraire témoigner -c'est l'opinion qui prévaut chez les acteurs de l'emploi et de la formation consultés- d'un renoncement des jeunes à passer par les services de l'emploi pour s'insérer sur le marché du travail. L'espoir de retrouver un travail étant faible, prévaut le système de « la débrouille », ce qui ne va pas sans poser des problèmes, notamment en termes d'accompagnement à l'emploi, d'accès à la formation etc.

Evolution en base 100 du nombre de chômeurs par sexe et catégories d'âge. Source DIRECCTE



Le chômage des jeunes concerne la grande majorité des communes et, sans surprise, celles où la part des jeunes chômeurs est la plus importante sont aussi celles où la part des sans diplôme est la plus importante.

# Potentiels et limites de l'économie locale

Avec 16% de taux de création d'établissements, l'économie de la Région Mulhousienne peut apparaître dynamique. Elle ne souffre pas du handicap de certaines anciennes régions industrielles qu'est un manque d'esprit d'entreprendre. Cependant, la dynamique de création est insuffisante et surtout insuffisamment créatrice d'emplois.

## UNE DYNAMIQUE CERTAINE

### Un tissu entrepreneurial existe localement

#### Des défaillances dans la moyenne nationale

Après avoir culminé à plus de 22/1000 entreprises en 2009, le taux de défaillance s'inscrit à la baisse. En 2010, ce taux était à peu près conforme à la moyenne nationale, avec 17 entreprises pour 1000 qui engageaient une procédure judiciaire. En 2011, ce taux n'est plus que de 14,3%. 194 défaillances ont été localement enregistrées. Ce qui laisse à penser que la crise de 2008 commence à être dépassée.

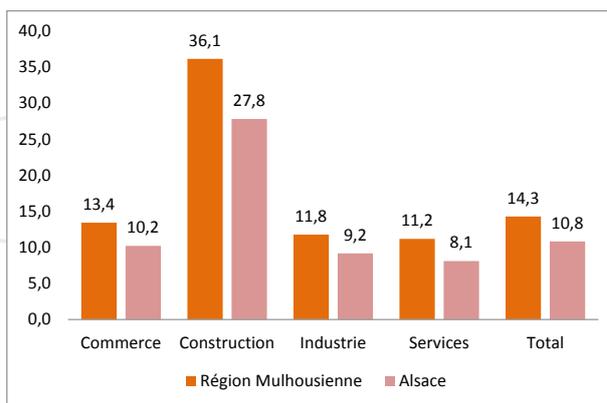
Le taux de défaillance particulièrement élevé dans la construction incite cependant à poser la question du professionnalisme des chefs d'entreprises et donc de leur accompagnement.

Il faut néanmoins constater que ces défaillances sont nettement plus élevées qu'ailleurs en Alsace et que tous les secteurs d'activités sont concernés. Le tissu économique local présente donc des fragilités particulières.

#### Des créations d'établissements supérieures au niveau alsacien

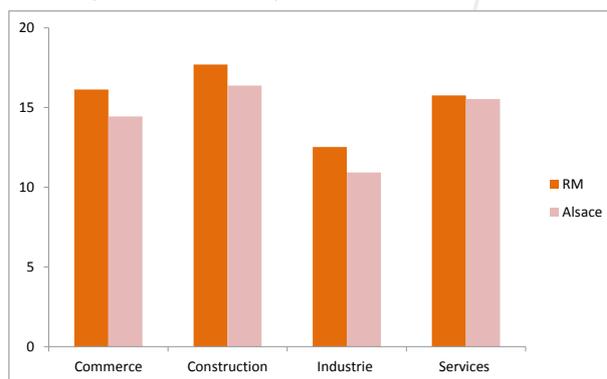
En 2011, comme en 2010, le taux de création d'établissements dans la Région Mulhousienne, est supérieur à celui de l'Alsace : 16% contre 15%. D'importantes créations dans le commerce et les services font plus que compenser une relative faiblesse des créations dans l'industrie et la construction.

Défaillances pour 1 000 entreprises en 2011 dans la Région Mulhousienne et en Alsace. Source INSEE, REE



Le taux de défaillance constaté dans l'industrie est faible (11,8% avec 11 défaillances) mais toutefois supérieur au taux alsacien (9,2%). Même chose dans les services : 11,2% avec 87 défaillances contre 8,1% en Alsace. C'est dans les services que le nombre de défaillances est le plus important. Les défaillances dans ce secteur représentent 45% du total des défaillances. Il est suivi par la construction (25% du total) et le commerce (24% du total).

Créations pour 1 000 établissements dans la Région Mulhousienne et en Alsace, 2011. Source INSEE, REE



Avec 2 148 créations en 2011, le taux de création de la Région Mulhousienne s'élève à 16% contre 15% en Alsace. La création locale se caractérise d'une part, par un faible volume de créations dans l'industrie : 117 soit 5,4% des créations contre 6% en Alsace. Toutefois, les créations industrielles représentent 12,6% du stock d'établissements industriels mulhousiens, contre 10,9% en Alsace. D'autre part, la part des créations dans les services est relativement faible localement. Les 1 226 établissements créés en 2011 représentent 57% des créations contre 59,2% en Alsace ; mais le renouvellement du stock est localement plus important : 15,8% contre 15,5%. Une dynamique commerciale particulière existe dans la région mulhousienne avec un fort taux de renouvellement du stock et une plus grande part des créations.

## Insuffisant et peu créateur d'emplois

### Le stock d'établissements croît trop lentement

Le stock d'établissements, qui était de 9 907 établissements en 2000 s'établit, en 2011, à 13 570. Le stock est donc croissant mais la comparaison avec la région Alsace montre que l'évolution du stock d'établissements est moins favorable localement qu'en Alsace. La progression du stock accuse un « déficit » de 8 points par rapport à l'Alsace.

Dans tous les secteurs, la croissance du stock est plus faible qu'en Alsace. La palme revient à l'industrie où le stock d'établissements diminue quand celui de l'Alsace augmente de 832 établissements, soit 11%.

### Les créations sont artificiellement gonflées

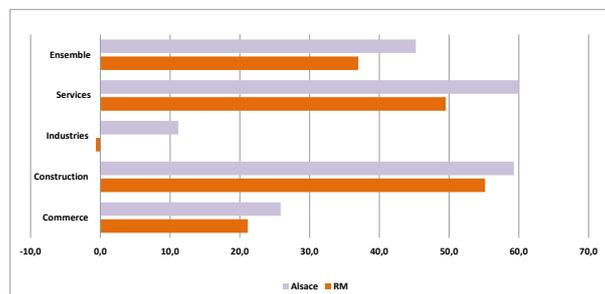
La création d'établissements est artificiellement gonflée par le statut, entré en vigueur à partir de janvier 2009, d'auto-entrepreneur. Il a presque permis de multiplier par deux les créations d'établissements. Mais il est connu que nombre de ces établissements n'ont d'existence que de papier. On estime à la moitié ceux qui ne déclarent pas de chiffre d'affaires. La capacité de ces « entreprises » à créer des emplois (même celui de leur créateur) est donc plus que limitée. La probabilité de créer un emploi avec un CA moyen de 5 666 euros en Alsace (en 2009) est plus que faible.

### Au final, des créations d'entreprises sans création d'emplois

Le constat est donc que malgré un relatif dynamisme de la création d'entreprises, le tissu est insuffisamment créateur d'emplois.

Ce qui signifie sans doute qu'il est préférable de compter sur le développement des entreprises existantes pour créer de l'emploi, plutôt que d'attendre des miracles de la création d'entreprises. Les données d'ensemble de l'économie de la Région Mulhousienne sont sans appel. De 2003 à 2008, le nombre d'établissements marchands a crû de 3%, mais les effectifs salariés ont baissé de 7,5%.

Evolution du stock d'établissements entre 2000 et 2011 dans la Région Mulhousienne et en Alsace, Source INSEE, REE.



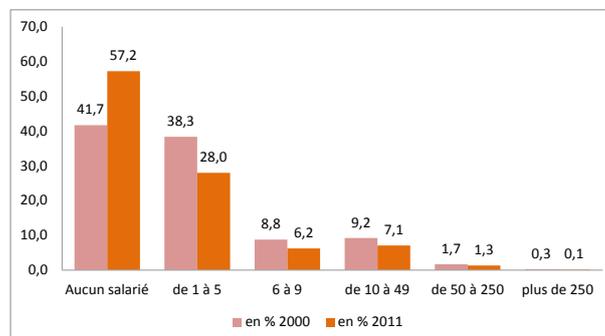
### Que sont devenues les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) ?

Les établissements présents sont de plus en plus petits. Les établissements sans salariés représentaient 42% du total en 2000, ils représentent maintenant 57% du total. A contrario, les établissements de plus de 10 salariés représentaient 11,2% du total, ils ne pèsent plus que pour 8,5%.

Le tissu local, sur la période 2000/2011, n'a gagné que 52 établissements de plus de 10 salariés dont 7 seulement de plus de 50 salariés.

Dans cette catégorie, les établissements gagnés l'ont été dans la construction (+7) et les services (+20), l'industrie quant à elle a perdu 20 établissements de plus de 50 salariés. Or, il est communément admis que ce sont les Entreprises de Taille Intermédiaire (entre 250 et 4 999 salariés) qui représentent le plus d'opportunités de développement, notamment industriel.

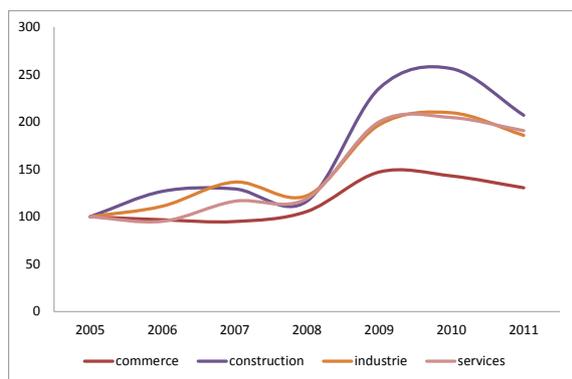
Structure par taille des établissements de la région mulhousienne en 2000 et 2011. Source INSEE, REE. Source REE INSEE



Entre 2000 et 2011, le secteur du commerce a gagné 611 établissements, mais le nombre d'établissements de plus de 10 salariés est en chute libre. Dans le BTP, 7 établissements de plus de 50 salariés ont été gagnés. Les services battent les records avec 2 576 établissements de plus, mais seulement 87 de plus de 5 salariés, dont 20 de plus de 50. Dans l'industrie, sur l'ensemble, 6 établissements ont été perdus, 9 établissements de plus de 50 salariés ont disparu auxquels il faut ajouter les 7 ayant de 10 à 49 salariés.

### L'auto-entreprise ne fait pas de miracle

Evolution des créations d'établissements par secteur entre 2000 et 2011 dans la Région Mulhousienne.  
Source INSEE, REE.

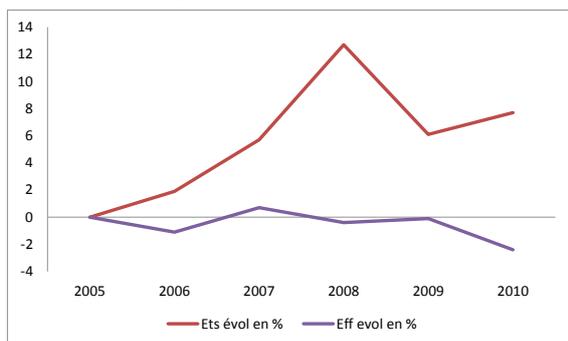


« En 2010, en lien avec le nombre important d'auto-entrepreneurs parmi les créateurs, la part de créations sans salarié au démarrage de l'activité reste très élevée (95 %) ». INSEE Flash Champagne Ardennes n° 132, 2011.

Mais, les deux graphiques ci-dessous montrent que ces créations et l'évolution du stock d'établissements ne se traduisent pas par des créations d'emplois.

De 2005 à 2008, à une forte évolution positive des établissements correspond certes une évolution positive de l'emploi, mais bien moins que proportionnelle. Entre 2008 et 2009, le rythme de croissance

Evolution annuelle des établissements et des emplois de 2005 à 2010. Source INSEE, CLAP.

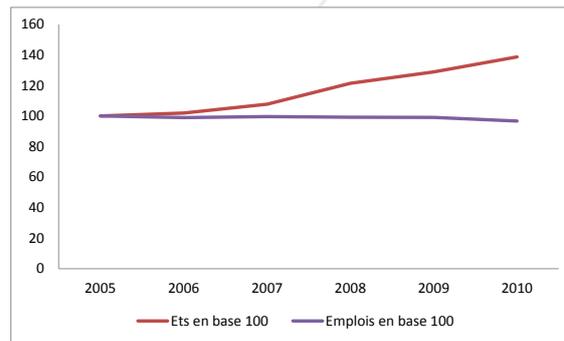


Le graphique ci-contre montre bien le gonflement des créations d'entreprises entre 2008 et 2009, dû à la création d'auto-entreprises. On est ainsi passé d'une moyenne annuelle de 1 333 créations entre 2005 et 2008 à une moyenne de 2 342 créations pour 2009 et 2010. Le secteur qui en a le moins « profité » est celui du commerce avec un accroissement de seulement 43% des créations entre 2005 et 2010. Dans les autres secteurs, le taux d'accroissement est supérieur à 100%, surtout dans la construction où il est relativement aisé et de tradition de monter des micro-entreprises avec quelques années d'expérience.

A noter qu'en 2011, le taux de création ralentit d'en moyenne 10%, ce qui traduit soit un «épuisement» du dispositif, soit un accroissement des difficultés économiques après une courte embellie en fin 2010. Le secteur le plus touché est celui de la construction où les créations baissent de 20% par rapport à 2010. Le nombre de créations reste élevé à 2 148, dont 57% dans les services et 26% dans le commerce.

des établissements baisse moins que proportionnellement aux effectifs salariés. Entre 2009 et 2010, le rythme repart à la hausse tandis que les effectifs continuent de baisser. Mesuré en base 100, l'emploi perd 3%, pendant que les établissements gagnent 38%.

Evolution en base 100 : 2005 des établissements et des emplois. Source INSEE, CLAP



## RECHERCHE ET INNOVATION

### Un potentiel innovant existe<sup>(12)</sup>

Plusieurs indicateurs témoignent de la présence dans le tissu local d'acteurs de l'innovation. Peuvent être cités :

#### Une université et des laboratoires bien évalués

La taille d'une université n'ayant jamais fait son excellence, il vaut mieux se référer aux indicateurs d'évaluation disponibles pour juger de la qualité de l'enseignement et de la recherche. Les données de l'Agence Nationale d'Evaluation (AERES) montrent que le taux de « producteurs » est élevé et que sur les 13 laboratoires de recherche évalués en 2011/2012, un seul a obtenu la notation C (insuffisant) sur un ou plusieurs critères d'évaluation. Les autres laboratoires obtiennent 26 notations A et A+ (excellent et très bon) et 22 B (bon). L'UHA excelle dans la chimie, les sciences physiques et de l'ingénieur...

La recherche privée est quant à elle peu présente avec seulement 11 établissements pour 189 salariés. La R&D privée se renforce puisqu'on ne comptait que 9 établissements en 2007 pour 170 salariés.

#### Les dépôts de brevets sont en nombre croissant

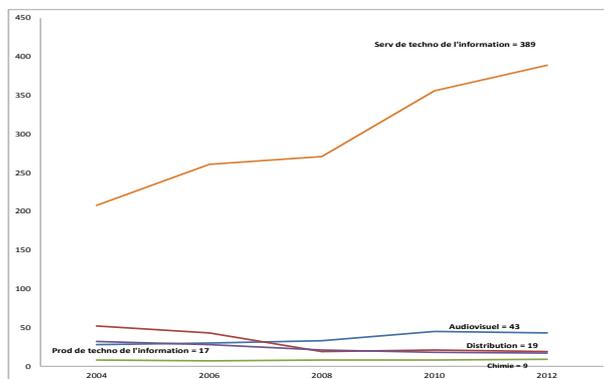
500 brevets ont été déposés entre 2007 et 2011 par des sociétés ou des particuliers haut rhinois. Il y a donc un potentiel local d'inventeurs mais il faut noter que rapportée au nombre d'établissements marchands du département, la part des entreprises déposantes est plus faible que dans le Bas Rhin. Les dépôts de brevets sont également nettement plus le fait d'un nombre réduit d'établissements qui en déposent un grand nombre. Il y a donc une concentration des dépôts et non diffusion au sein de l'ensemble du tissu économique. A noter que dans le Haut Rhin, une bonne articulation entre entreprises et laboratoires publics de recherche semble exister.

#### Un nombre croissant d'entreprises « innovantes »

Le nombre d'entreprises réputées innovantes est croissant. Se distingue tout particulièrement le secteur des services des technologies de l'information où deux activités sont en forte croissance :

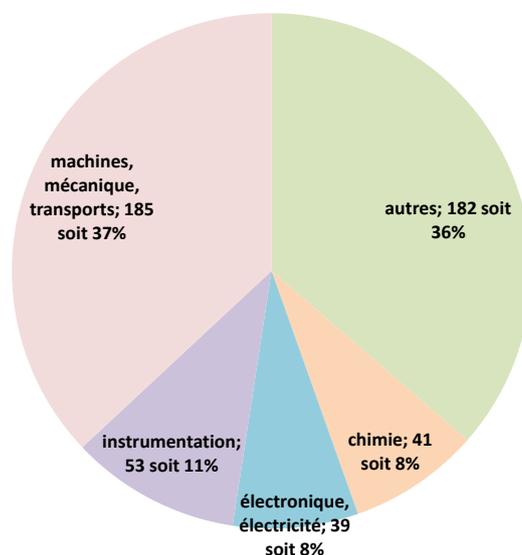
- conseil en systèmes et logiciels informatiques
- programmation informatique.

Evolution du nombre d'entreprises innovantes au sens de l'INSEE.



Les entreprises innovantes (au sens INSEE) étaient au nombre de 330 en 2004, elles sont 477 en 2012. La concentration dans la chimie fait qu'on y crée peu d'établissements. Il existe une niche dans l'audiovisuel. Par contre, les industries des technologies de l'information (la fabrication de composants etc.) sont mortes nées. La croissance du nombre d'établissements concerne essentiellement les services de technologies de l'information où le nombre d'établissements est passé de 208 à 389 entre 2004 et 2012.

Les dépôts de brevets par domaine dans le Haut Rhin, cumul 2007/2011. Source INPI



Le Haut Rhin se distingue donc dans deux domaines. Celui de la mécanique, des machines avec notamment des brevets dans le domaine de la maintenance et celui « autre » qui comprend essentiellement des brevets déposés par le sous domaine du bâtiment.

#### A LIRE :

(12) Dynamiques d'innovation et activités émergentes dans la Région Mulhousienne», AURM, 2011

## De nombreux pôles de compétences et de compétitivité

Au potentiel de R&D des laboratoires publics et privés, il faut ajouter la présence d'une dizaine de pôles de compétences et de compétitivité, qui ont pour mission de jouer le rôle de catalyseurs et d'interfaces entre la recherche et le tissu économique.

## Un positionnement problématique

### Les interfaces en question

Le monde, surtout académique, de la recherche et le monde de l'entreprise obéissent à des rationalités différentes. Il faut donc s'interroger sur la présence d'interfaces qui garantissent, d'une part, le passage de la recherche plus ou moins fondamentale au procédé industriel ; d'autre part, la recherche d'applications industrielles variées à partir de recherches souvent très spécialisées et « pointues ». Enfin, ces interfaces ont également pour rôle de faire en sorte que toutes les « innovations dormantes » tant dans les entreprises que dans les laboratoires de recherche puissent être valorisées.

Il n'est pas certain que ce rôle d'interface soit parfaitement assuré sur le territoire car les pôles de compétitivité et de compétences bénéficient de moyens limités en ressources humaines pour assurer une véritable animation scientifico-économique du territoire.

### La question du choix entre high tech et low tech

Très souvent, le choix est fait, particulièrement en France où la recherche est portée par le secteur public et

**5 Pôles de compétitivité**

- Véhicule du futur,
- Alsace Biovalley, (pôle à vocation mondial)
- Fibres Grand Est,
- Alsace Energivie, énergie positive dans le bâtiment
- Hydroeos : qualité des eaux continentales,

**7 pôles de compétences**

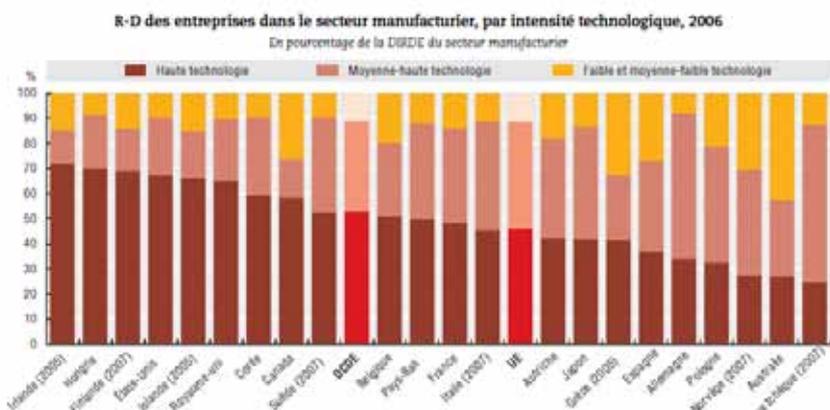
- Rhénatic
- Rhénaphotonics Alsace
- Bâtiments basse consommation
- Textile Alsace (Textiles du futur)
- Chimie Alsace (chimie verte)
- Matériaux et nanosciences
- Maintenance aéronautique

**Et aussi**

Iconoval, pôle aménagement de la maison, ARIA Alsace...

s'intègre dans des schémas stratégiques nationaux, de privilégier le domaine des « Hautes Technologies ». Peu d'acteurs, mais très spécialisés dans leur domaine, sont donc concernés.

Au plan local, les structures en charge de la recherche et du développement peuvent reproduire un schéma semblable et privilégier les « innovations de rupture », portées par quelques acteurs « réellement innovants ». C'est oublier que d'autres stratégies existent, qui visent au contraire à concerner de nombreux acteurs, sur des segments de marché à plus faible intensité technologique. Des pays comme le Japon, la Norvège ou l'Allemagne font, au contraire de la France, mais avec le succès que l'on sait, le choix de la « Moyenne Haute » technologie, cette voie mériterait d'être réfléchi localement.



R&D des entreprises dans le secteur manufacturier, par intensité technologique, 2006. Source OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/780761321320>

Ce graphique, issu des travaux de l'OCDE, représente la répartition des investissements en recherche et développement des entreprises industrielles des principaux pays membres. Si certains comme les USA font délibérément le choix de la haute technologie, d'autres comme l'Allemagne ou le Japon, font le choix des moyennes hautes technologies. Il s'agit de deux conceptions de l'innovation : d'une part, elle est vue comme rupture essentiellement technologique, de l'autre, comme politique des « petits pas », amélioration constante de l'ensemble du procès.

### La haute technologie absente du territoire

On ne compte en effet qu'1% des effectifs industriels de la Région Mulhousienne employés dans des activités de « Haute Technologie » (contre 12% en France). Le nombre d'établissements de « Haute Technologie » dans la région mulhousienne est particulièrement faible : on n'en compte que 8 aujourd'hui.

Paradoxalement, la Région Mulhousienne souffre d'un autre handicap : la faiblesse des activités à « Faible Technologie ». Les établissements de ce type sont relativement nombreux (64% du total) mais emploient peu de personnel (20% des effectifs industriels), beaucoup moins qu'en France (62% des établissements mais 35% des effectifs industriels). Il existe de même un déficit local en activités de moyenne faible technologie (10% des effectifs industriels contre 27% au plan national). Cela peut constituer un élément d'explication au chômage des personnes peu qualifiées qui ne peuvent trouver d'emplois à bas niveaux de qualification qui caractérisent souvent ce type d'activités.

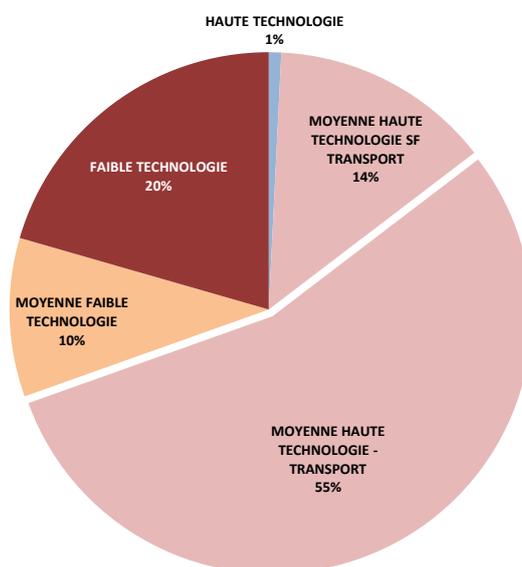
### Place aux activités de Moyenne Technologie

Le tissu économique local est porté par les entreprises de « Moyenne Haute Technologie ». Il y a sur le territoire mulhousien beaucoup plus d'établissements entrant dans cette catégorie que ce qui est constaté en France et le volume d'emplois concerné est très important : 69% des effectifs industriels sont occupés dans les activités de « Moyenne Haute Technologie ». A titre de comparaison, en France, seuls 26% des effectifs industriels sont occupés dans des industries de moyenne haute technologie.

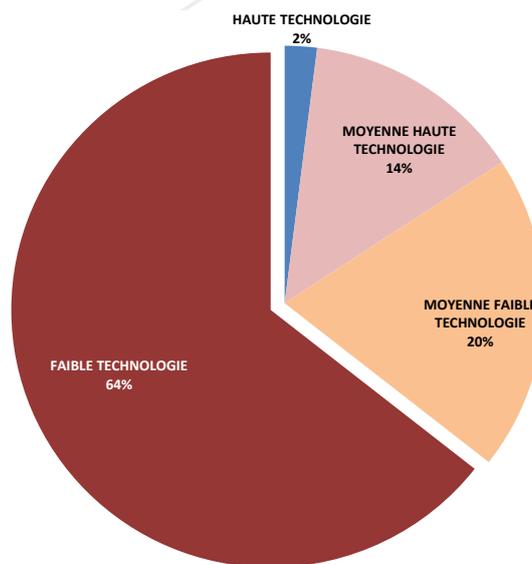
Figurent dans cette catégorie d'activités, des établissements comme PSA (ce qui explique en partie le poids en emploi de ces activités) mais aussi des établissements du secteur de la fabrication de machines et équipements qui ont constitué l'un des fleurons de l'industrie locale.

Depuis le début de la décennie 2000, le nombre d'établissements se réduit fortement, ce qui a de fortes incidences sur l'emploi car il s'agit souvent d'établissements de taille moyenne et supérieure. Malgré cette perte d'établissements, on peut estimer que ce domaine de production constitue l'une des spécificités économiques du Rhin Supérieur<sup>(13)</sup>, qui mériterait une attention renouvelée. La production de machines et équipements (hors appareils électriques) représente encore plus de 700 emplois.

Répartition des effectifs salariés des industries selon leur intensité technologique en 2011, région mulhousienne. Source Acoss



Répartition des établissements industriels selon leur intensité technologique en 2011, Région mulhousienne. Source Acoss



Les activités de Moyenne Haute Technologie représentent 14% des établissements (11% en France) et 69% des effectifs industriels locaux, contre 36% au plan national. Le poids de PSA, qui appartient à cette catégorie explique ce score. Si l'automobile, à Mulhouse comme en France, est neutralisée dans les calculs, alors le constat est le suivant : les activités de HT sont toujours aussi faiblement représentées, les activités de MHT ne pèsent plus que 34% largement devant la France (19%) cependant. Les activités de MFT et FT sont alors à peu près également représentées.

**A LIRE :**  
 (13) Regio Perspectives, novembre 2011  
 «Créativité et innovation dans les territoires»,  
 Conseil d'Analyse Economique, DATAR et Académie des technologies, 2010

La représentation des secteurs d'activité dans la Région mulhousienne selon leur productivité apparente du travail

Les secteurs d'activités classés selon l'importance décroissante de leur productivité apparente du travail. Année 2010	Activités surreprésentées localement par rapport au national	Représentation proportionnelle	Activités sous représentées localement par rapport au national	
Hébergé médico-social et social et action sociale sans hébergé	+++	=		Activités à la PAT a plus faible
Autres activités de services		=		
Hébergement et restauration			---	
Fabrication de textiles,habillement, industrie du cuir ...		=		
Arts, spectacles et activités récréatives			---	
Activités de services administratifs et de soutien	+++		---	
Fabrication de denrées alimentaires...			---	
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques			---	
Travail du bois, industries du papier et imprimerie			---	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	+++	=		
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques		=		Activités à la PAT moyenne
Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire		=		
Enseignement			---	
Construction			---	
Activités pour la santé humaine		=		
Fabrication de produits en caoutchouc, en plastique ...		=		
Métallurgie et fab de prodts métal, hors machines et équips			---	
Transports et entreposage			---	
Fabrication de machines et équipements n.c.a.		=		
Autres ind manuf ; réparation et installation de machines et d'équips		=		
Fabrication de matériels de transport	+++		---	
Recherche-développement scientifique			---	
Fabrication d'équipements électriques			---	Activités à la PAT la plus forte
Activités juridiques, comptables., ingénierie, contrôle ...			---	
Édition, audiovisuel et diffusion			---	
Activités informatiques et services d'information			---	
Industrie pharmaceutique			---	
Prod et distri d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution		=		
Activités financières et d'assurance			---	
Industrie chimique	++		---	
Industries extractives		=		
Prod et distri d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	+		---	
Télécommunications			---	
Cokéfaction et raffinage		=		
Activités immobilières			---	

Sources : comptes nationaux et URSSAF

Ce tableau croise deux types d'informations : la Productivité Apparente du Travail (PAT) des différentes activités et le poids de ces activités dans l'économie locale par rapport à la France.

La PAT est obtenue en divisant la Valeur Ajoutée d'une activité par le nombre de salariés nécessaires à sa production. Il est ainsi possible de hiérarchiser les activités selon l'importance de la PAT qu'elles dégagent et de voir le poids que chacune d'elles représente dans l'ensemble. Il est ainsi possible de comparer les poids des activités hiérarchisées, en France et localement, afin de voir quelles sont les activités sur ou sous représentées.

On retrouve dans ce tableau les quelques activités qui structurent l'économie locale et qui sont sur-représentées. Seules 2 activités fortement représentées au plan local font partie des activités à forte valeur ajoutée. A contrario, dans ce groupe d'activités, 7 activités sont sous-représentées.

Le second groupe est composé des activités ayant une PAT «moyenne». A nouveau, 6 activités sont sous-représentées localement. Seule une activité (les matériels de transport) est sur-représentée.

Enfin, dans le dernier groupe, à la PAT la moins élevée, 3 activités sont sur-représentées et 5 sont sous-représentées.

Ce tableau est issu de « Dynamiques d'innovation et activités émergentes », AURM, 2011 et actualisation 2013.

Sources : comptes nationaux et Pôle emploi.

## Un problème urgent : l'hyperspécialisation de l'économie locale

### L'économie locale repose sur quelques activités

Pour prendre la mesure de l'hyperspécialisation du tissu économique local, il suffit de comparer le poids des différents secteurs d'activités, en France et localement. Au niveau national, il faut cumuler les effectifs salariés des 13 principales activités pour aboutir à 75% des effectifs totaux. Localement, 10 activités suffisent. L'industrie automobile représente à elle seule plus de 10% des salariés privés de la zone d'emploi et presque 45% des effectifs industriels.

### L'activité industrielle est concentrée dans 5 secteurs d'activités

- Les industries agro-alimentaires
- La prod/distribution électricité, gaz...
- L'industrie automobile
- La maintenance et installations industrielles
- Les plastiques et caoutchouc

C'est dire que le moindre « accident » dans une de ces activités peut avoir des répercussions très importantes sur l'emploi local ; a fortiori si l'on considère les emplois induits.

A titre de comparaison, ces 5 activités ne représentent que 50% des effectifs industriels français. De même, au niveau national, il faut sommer les effectifs de 9 activités pour arriver à 75% des effectifs industriels.

### Le problème est moindre dans le tertiaire

Mais les activités tertiaires sont également plus concentrées qu'au plan national. 7 activités (et notamment le commerce et le commerce de gros) représentent 80% des effectifs salariés du tertiaire. Ces mêmes 7 activités n'en représentent que 52% en France.

### Le déficit est marqué en activités à forte valeur ajoutée

Parmi les activités qui dégagent le plus de valeur ajoutée, l'économie mulhousienne n'est en bonne place que pour la chimie qui reste un employeur important et la production et distribution de gaz, vapeur, électricité qui représente peu d'emplois. Les autres activités sont sous-représentées localement, alors qu'elles fournissent généralement des emplois de meilleure qualité.

A l'autre bout du tableau, on relève un manque d'emplois dans des activités à faible valeur ajoutée, lié notamment au fait que Mulhouse n'est pas le siège d'administrations ou d'institutions importantes.

Dans tous les cas, une urgence s'impose : diversifier l'économie.

représentent  
**73%**  
des  
salariés de  
l'industrie

## L'INSCRIPTION DANS DES RESEAUX PHYSIQUES

### Une connectivité remarquable

#### Des réseaux denses

La Région Mulhousienne jouit de réseaux de communication denses. Elle est traversée par 2 autoroutes, ce qui permet en théorie à l'ensemble du territoire d'être dans le « carré magique » des dix kilomètres autour des bretelles d'autoroutes, gage d'attractivité économique du territoire. Elle dispose du 7ème aéroport français qui comptabilise plus de 5 300 000 voyageurs en 2012. Elle est reliée à la mer du nord via le Rhin. Elle est enfin desservie par deux lignes TGV, vers Paris via Strasbourg ou Dijon, vers la méditerranée via Lyon.

#### Une région métropolitaine de poids

La Région Mulhousienne s'inscrit également dans une des régions européennes les plus riches et très densément peuplées.

A moins d'une heure de déplacement, on trouve les villes de Strasbourg et son aire urbaine de 750 000 habitants, de Freiburg am Breisgau et ses 220 000 habitants ou encore de Bâle, dont les cantons abritent plus de 450 000 habitants. Elle fait donc partie de l'espace du Rhin Supérieur qui est l'un des plus dynamiques d'Europe, ce qui se traduit par des taux de chômage très faibles : à peu près 4% dans le Bade-Wurtemberg et dans le canton de Bâle-ville (14).

La question qui peut donc être posée est celle de la capacité du territoire à tirer pleinement profit de son environnement.

### Quelle inscription dans les réseaux symboliques ?

#### Oublier des atouts qui n'en sont pas

Ce qui est communément considéré comme des « atouts » a perdu de sa valeur. Atouts dans la « vieille économie », ils relèvent des conditions nécessaires mais non suffisantes pour assurer le développement dans une économie dirigée par le système des villes, des métropoles en réseau.

Le développement n'est plus le résultat d'atouts pré-existants comme de la main d'oeuvre, des communications, des ressources minières ou énergétiques etc.

Les principaux réseaux de communication qui traversent la Région Mulhousienne



En matière de développement territorial, la théorie des avantages comparatifs a été invalidée.

Et ce n'est pas non plus une affaire de taille. Pour preuve, Freiburg am Breisgau et Bâle ne font pas partie des métropoles de taille mondiale. Bâle ne figure quasiment jamais dans le palmarès des villes mondiales(15). Pourtant, elles ont su se faire une place dans le système des villes, en développant une symbolique forte, autour de la « Green city » et de la « Ville monde ».

## Le développement n'a plus de bases clairement identifiées

Il ne s'agit pas seulement de développer un discours, une « marque » territoriale. Il s'agit de composer un territoire en élaborant un projet urbain, économique, culturel... cohérent et qui identifiera le territoire comme un lieu singulier. C'est pourquoi, par exemple, les villes ont recours aux « grands noms » de l'architecture mondiale.

L'analyse du discours des agglomérations concernant leur stratégie de développement économique montre qu'apparemment, elles font toutes, peu ou prou la même chose. A savoir : développer l'université et la recherche, favoriser l'innovation etc etc. Dans les faits, développer une stratégie relève du montage fin, de la composition, qui vise à faire entrer en synergie les compétences, les talents. C'est pourquoi la question de la gouvernance a pris tant d'importance ces vingt dernières années. Dans la période antérieure, les acteurs parties prenantes de la stratégie de développement étaient tout désignés. Aujourd'hui, on mesure l'intérêt d'un acteur à sa capacité à « monter en singularité ».

Que Marseille accède au titre de capitale européenne de la culture ne relève pas d'une stratégie a priori, d'un grand dessein pour le territoire. Son accession doit beaucoup au fait que le maire d'alors préféra confier la friche de la Belle de mai (ancienne manufacture de

*« On sait à quelles conditions on ne pourra jamais avoir de développement : s'il n'y a pas d'eau, pas de route, pas d'électricité... Mais ce n'est pas parce qu'on a de l'eau, des routes, de l'électricité... qu'on a du développement »*  
P.H. Deryck, économiste du développement.

tabacs) à des artistes plutôt que de la voir se dégrader davantage. De là est né un milieu humain, une association inédite et créative qui regroupe aujourd'hui plus de 500 artistes et forme un pôle média et audiovisuel de premier plan.

Cet exemple soutient l'idée que le plus grand nombre possible d'acteurs doivent être parties prenantes des politiques publiques, dont la mission première est de rechercher les compositions singulières qui peuvent émerger de cette co-présence. Plus que jamais, le développement territorial n'est plus de la compétence des seuls acteurs qui en ont officiellement la charge !

De ce point de vue, un pas a été fait avec l'organisation au mois de mai 2011, d'une consultation des acteurs locaux sur la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020. Une « feuille de route » est désormais fixée pour permettre un meilleur pilotage de la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020.

### A LIRE :

<sup>(14)</sup> « Par train, autocar, auto... Quels liens entre la Région Mulhousienne et ses voisins proches ? », AURM, 2011

<sup>(15)</sup> « Bâle, une petite ville monde », Raymond Woessner, UHA

# L'attractivité en question

La question que pose l'attractivité est celle, d'une part, de la capacité d'un territoire à retenir ses talents ; d'autre part, à en attirer de nouveaux. Qu'il s'agisse des entreprises ou de la population, on relève un déficit d'attractivité, avec des départs de population et d'établissements supérieurs aux arrivées. Le territoire s'appauvrit et les inégalités socio-spatiales se creusent.

## UNE FAIBLE CAPACITE A RETENIR SA POPULATION

### Le territoire perd ses talents

#### Le solde migratoire est déficitaire

Le solde migratoire est un bon indicateur de la capacité à retenir et attirer de la population.

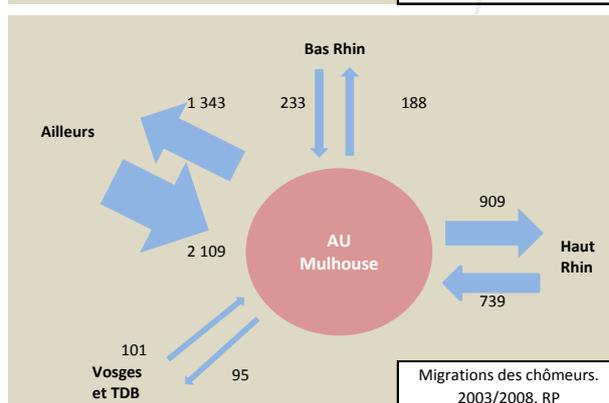
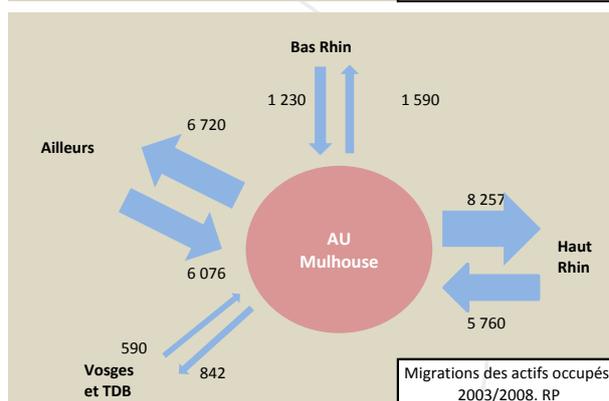
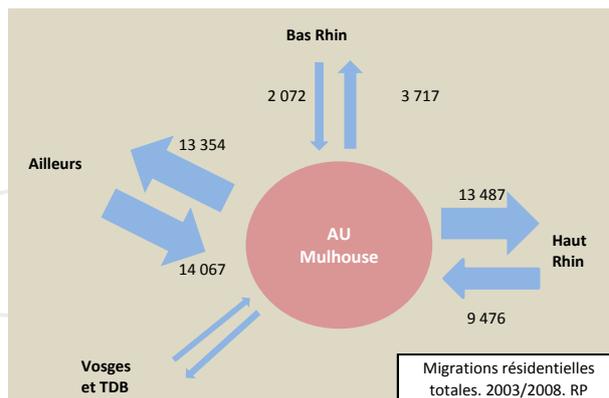
Dans notre cas, le solde migratoire, mesuré au niveau de l'aire urbaine mulhousienne (AU) entre 2003 et 2008, est déficitaire de plus de cinq mille personnes. Témoin s'il en est d'une faible capacité à retenir la population et à en attirer de nouvelles. L'essentiel des flux concerne le territoire haut-rhinois. Les personnes quittent l'aire urbaine pour aller s'installer ailleurs dans le département, tandis que peu de personnes installées ailleurs dans le département sont tentées de rejoindre le territoire mulhousien. Une autre partie importante des migrations concerne les territoires extra-régionaux («ailleurs») où les flux s'équilibrent à peu près.

*Ces graphiques ont été établis à partir des mobilités résidentielles constatées au niveau des aires urbaines du département, entre elles et avec le reste du territoire. Il s'agit du cumul 2003 à 2008. (Source INSEE).*

*Pour l'aire urbaine de Mulhouse, les départs s'élèvent à 32 015, tandis que les arrivées ne se montent qu'à 26 751, soit un déficit migratoire de 5 264 personnes.*

*La majeure partie de ces mobilités (54% des sortants et 51% des sortants) est le fait d'actifs occupés qui peuvent soit choisir d'aller habiter en «deuxième couronne», à la campagne, tout en restant donc dans le département, soit engager une mobilité de longue distance. Concernant ces actifs, on relève un déficit de 3 753 personnes.*

*Les chômeurs ne représentent qu'une petite part des entrants comme des sortants (11,7% et 8%) mais on note qu'entre 2003 et 2008, l'excédent des entrées sur les sorties s'élève à 577.*



Nota bene : L'INSEE ayant changé de questionnaire en cours de recensement, les données concernant les migrations résidentielles ne peuvent être actualisées.

## L'attractivité est dirigée vers certains publics

Cet indicateur est d'autant plus alarmant que l'analyse des données concernant la période 2003-2008 montre que le déficit est particulièrement marqué pour les personnes actives occupées. En clair, les personnes qui ont un emploi sont plus nombreuses à quitter l'aire urbaine, qu'à y venir. Les ressources humaines du territoire s'appauvrissent donc.

Par contre, même si les volumes de personnes concernées sont faibles, de l'ordre de cinq cent de 2003 à 2008, le territoire est attractif pour les personnes en difficulté d'insertion professionnelle. Il y a plus de chômeurs qui rejoignent le territoire qu'il n'y en a à le quitter. Cet attrait du territoire pour des catégories de public en difficultés n'est pas propre à l'espace mulhousien. D'une manière générale, les villes continuent de concentrer l'emploi, elles ont donc un pouvoir attractif fort pour les personnes en recherche d'emploi qui savent pouvoir y trouver les structures d'appui nécessaires : agences d'intérim, associations d'insertion, organismes de formation... Mais se pose bien sûr pour les collectivités la question des coûts d'intervention auprès de ces publics.

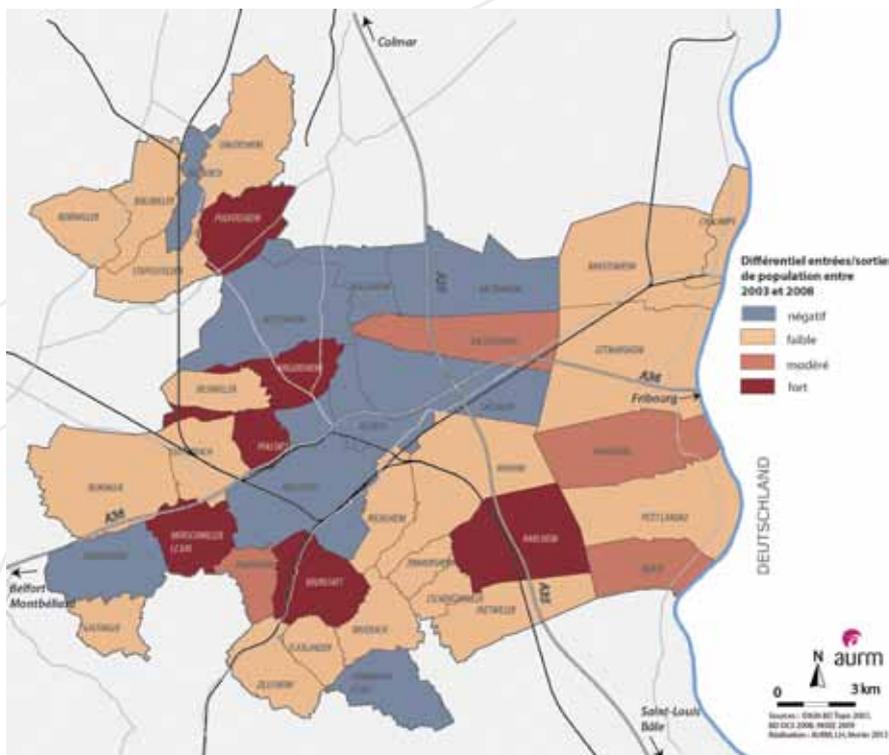
## Une attractivité très différenciée entre les communes

Toutes les communes ne sont pas concernées au même titre par ce manque d'attractivité. La carte (ci-dessous) montre que 9 communes perdent au jeu des migrations résidentielles. Il s'agit pour l'essentiel de Mulhouse et des communes situées au nord/nord-est de l'agglomération

Elle montre également qu'être situé en première couronne urbaine ne condamne pas à une faible attractivité comme en témoignent les exemples de Kingersheim, Pfastatt etc.

Vingt communes, souvent plus « périphériques » de la Région Mulhousienne, se caractérisent par une assez faible attractivité. Mais ce qui est en jeu dans ce cas n'est pas leur attractivité réelle, mais les efforts réalisés par ces communes pour rester « des villages » et limiter l'apport de populations extérieures.

En quelque sorte, les politiques d'accueil de la population sont elles-mêmes des éléments de l'attractivité des territoires qui peuvent cultiver l'entre soi plutôt que la croissance non maîtrisée de la population.



Carte établie à partir du différentiel entre la part de la commune dans le total des entrées et sa part dans le total des sorties cumulées de 2003 à 2008, hors mobilités intra-communales.

9 communes ont un différentiel négatif, il y a donc plus de sorties que d'entrées. A Mulhouse, le différentiel atteint 9 points. 19 475 personnes viennent s'installer et 26 996 en sortent. Pour les autres communes, les flux sont plus réduits : 725 personnes à Wittenheim, 656 à Illzach, 136 à Sausheim...

Les communes du sud/sud-est ont une capacité à retenir ou à attirer leur population. 6 communes ont une très forte capacité (score supérieur à 0,6) : Kingersheim et Pfastatt se distinguent avec des différentiels de 1,5 et 1,6 et des flux positifs de population de 540 et 695 personnes. L'attractivité modérée de certaines communes est à mettre au compte de leur politique modérée d'accueil de la population.

## UNE FAIBLE CAPACITE A RETENIR SES ENTREPRISES

### Plus de départs que d'arrivées

#### Un déficit de 113 établissements en 5 ans

Le cumul de 2006 à 2011 des arrivées et des départs d'établissements conduit à un solde négatif de 113 établissements. Le solde, qui était nul en 2009 et 2010, redevient négatif en 2011 où la perte nette est de 20 établissements. Ce qui signifie que le territoire ne se montre pas capable de retenir ses établissements. Il en attire un nombre élevé (118 en 2011), mais il en perd beaucoup plus : 138 établissements ont quitté la région mulhousienne en 2011.

A ces mobilités entre la Région Mulhousienne et l'extérieur, s'ajoutent 2003 établissements qui ont changé d'implantation au sein de la Région Mulhousienne, ce qui traduit peut-être une certaine insatisfaction ressentie par les entreprises quant à leur localisation.

Départs et arrivées d'établissements dans la Région Mulhousienne de 2006 à 2011. Source REE-INSEE

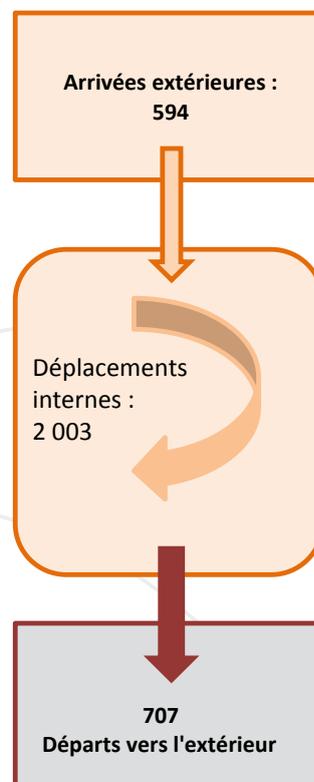
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Départs	116	124	122	92	115	138
Arrivées	82	88	99	89	118	118
Solde	-34	-36	-23	-3	3	-20

### Le commerce et les activités de transport et logistique particulièrement déficitaires

Tous les secteurs sont globalement déficitaires mais il ressort d'une analyse plus détaillée que :

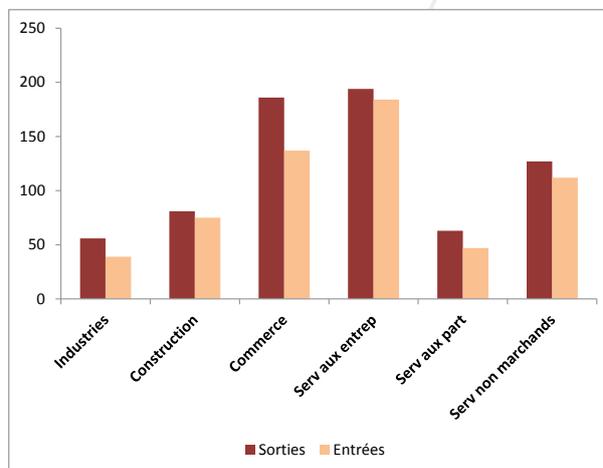
- Le commerce est l'activité qui perd le plus d'établissements : 49 entre 2006 et 2011.
- La baisse du nombre d'établissements de services aux entreprises, s'explique par la perte des 14 structures ayant une activité liée au transport et à la logistique. Les activités spécialisées scientifiques et techniques ou encore les activités d'information et de communication sont au contraire bénéficiaires (+5 entreprises). Ce qui constitue plutôt une « bonne nouvelle » dans la mesure où ces activités de services aux entreprises constituent la trame d'un tissu économique attractif. Cela vient en partie compenser les pertes constatées plus haut (chapitre 1).

Les transferts d'établissements de 2006 à 2011. Source REE-INSEE



Il s'agit d'établissements qui existaient hors de la Région Mulhousienne et qui sont venus s'y installer ou, a contrario, d'établissements qui existaient dans la Région Mulhousienne et qui l'ont quittée. Au centre du graphique, les mobilités internes à la Région Mulhousienne, qui représentent 61% des mobilités constatées.

Les transferts d'établissements de 2006 à 2011 par grands types d'activités. Source REE-INSEE



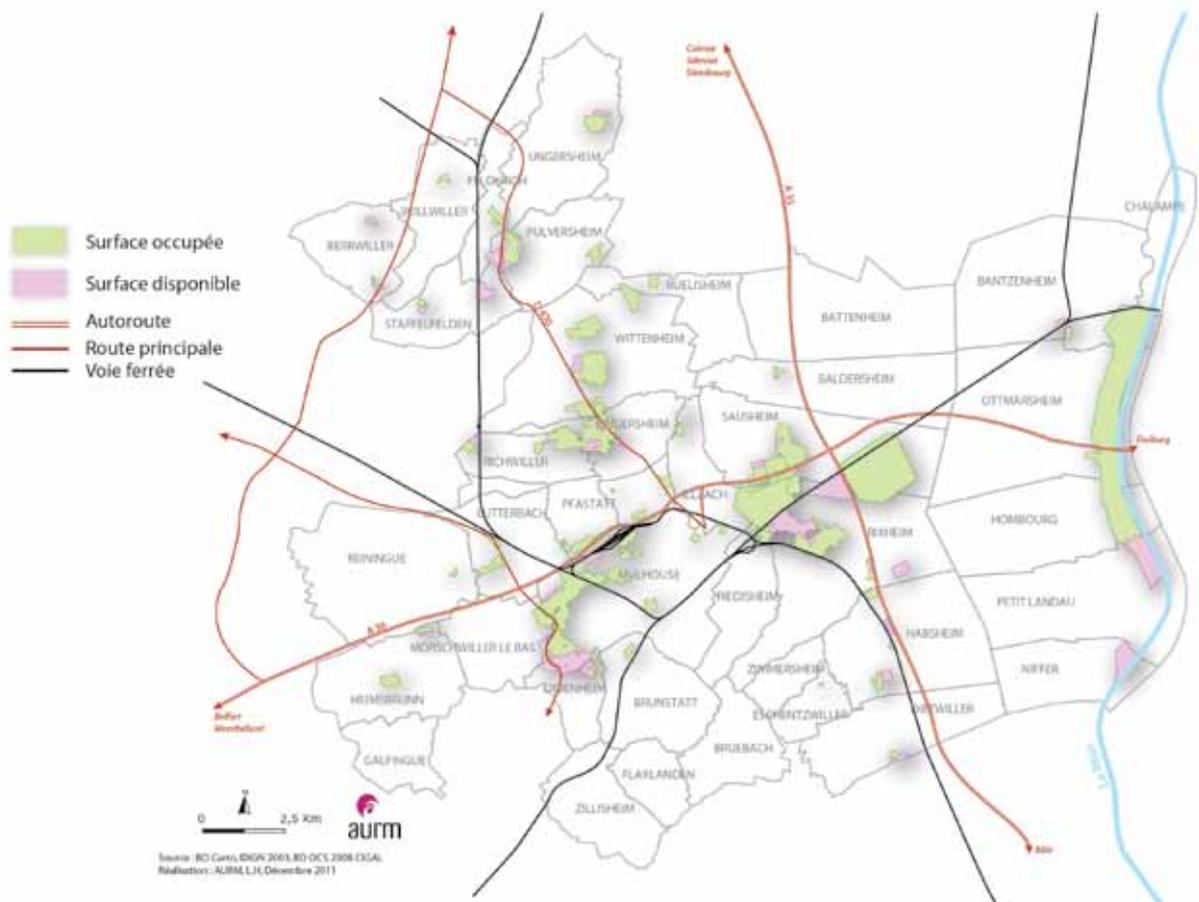
- Dans le domaine des services aux particuliers, les activités immobilières ont perdu 16 établissements et enfin, dans les services non marchands, les pertes sont liées aux activités d'enseignement (-6) et aux « autres activités de service » (-6 établissements également).

Pour expliquer cette relativement faible attractivité, plusieurs facteurs peuvent être mis en avant. Par exemple, en ce qui concerne les activités de commerce, une certaine saturation du territoire périphérique peut expliquer que certains commerçants aillent tenter leur chance dans des territoires où ces activités sont moins développées.

D'une manière plus générale, les conditions de l'accueil des entreprises jouent dans l'attractivité du territoire puis dans sa capacité à retenir les entreprises. Dans le cas de la Région Mulhousienne, l'offre foncière et immobilière souffre d'un manque de lisibilité. Il y a un foisonnement de zones d'activités qui ont souvent une certaine ancienneté voire sont pour le moins arrivées à maturité.

Il n'y a aucune politique cohérente, d'ensemble, de promotion de ces zones, tout comme il n'y a aucune politique d'animation économique du territoire qui serait de nature à renforcer l'adhésion des chefs d'entreprise.

#### Les zones d'activités dans la Région Mulhousienne (2011)



## DEUX CONSEQUENCES

**Le fait que le territoire, pris dans son ensemble, ne soit pas capable de suffisamment retenir sa population et ses entreprises témoigne de sa capacité insuffisante à répondre aux besoins de ses acteurs. Mais cela a des conséquences tant sur les ressources mobilisables que sur l'organisation du territoire, qui à leur tour jouent en défaveur de l'attractivité du territoire.**

### Un territoire qui s'appauvrit

#### Moins de foyers fiscaux imposables

En 2009, la part des foyers fiscaux imposables est plus faible en France que dans la région mulhousienne, avec 53,8% de foyers imposables contre 53,5%. Cela traduit un niveau de revenu légèrement supérieur, lié à la présence des emplois frontaliers en Suisse.

#### La situation se dégrade

En effet, en 2006, la part des foyers fiscaux imposables dans la Région Mulhousienne était largement supérieure à celle de la France : 55,1% contre 53,6%. Mais, d'année en année, l'écart s'est réduit jusqu'à ce que l'écart devienne minime.

#### Les inégalités s'accroissent entre communes

Les écarts entre communes constitutives de la Région Mulhousienne s'accroissent du point de vue des ressources dont disposent les habitants.

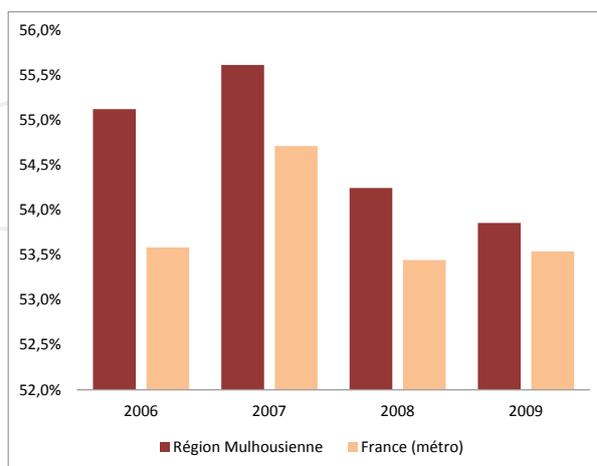
Parmi les 8 communes qui avaient une part de foyers imposables inférieure à la moyenne en 2006, une seule a vu sa situation s'améliorer. Soit 12% de chances de voir sa situation s'améliorer quand elle était défavorable.

Parmi les 21 qui étaient dans la moyenne, 8 ont vu leur situation s'améliorer. Soit 38% de chances de voir sa situation s'améliorer. A noter que parmi les 13 dont la situation s'est dégradée, 3 ont maintenant un taux de foyers fiscaux inférieur à la moyenne.

On est donc passé de 8 communes ayant de faibles revenus fiscaux à 11 ce qui confirme la dégradation de la situation des habitants.

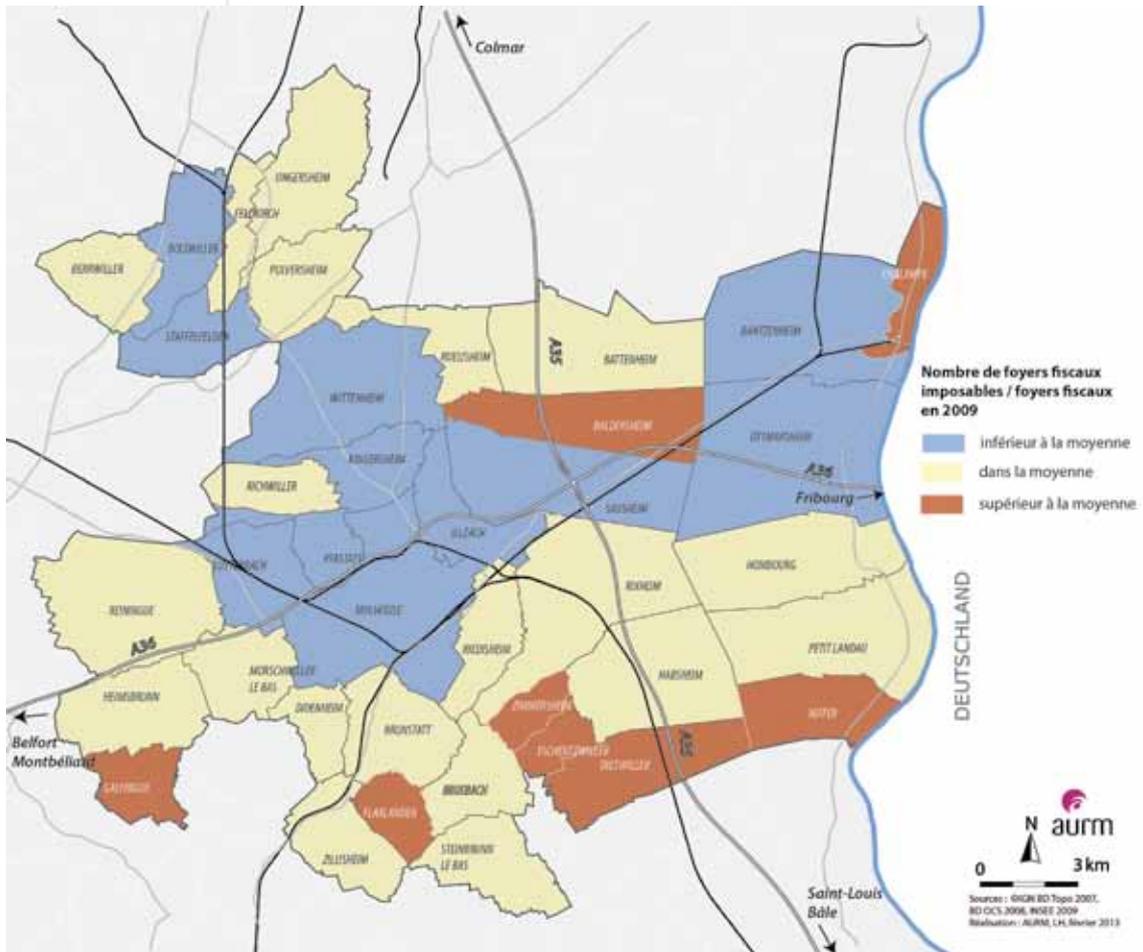
Enfin, parmi les 10 communes qui avaient la plus forte part de foyers imposables, 5 ont vu leur situation s'améliorer. Soit 50% de chances d'amélioration. Parmi celles dont la situation s'est dégradée, il n'y a que deux communes qui sont passées d'un taux supérieur à un taux moyen.

Part des foyers fiscaux imposables de 2006 à 2009, dans la région mulhousienne et en France. Source DGI



*Le rebond de l'économie entre 2006 et 2007 a moins profité à la Région Mulhousienne. La croissance de la part des foyers fiscaux imposables n'est que de 0,5 point alors qu'elle est de 1,1 point en France. Dans la période de ralentissement qui va suivre, la part des foyers imposables dans la région a perdu 1,7 points alors qu'elle n'a baissé que de 1,2 point en France.*

**Autrement dit, il existe une sorte de cercle vicieux qui fait que les territoires les mieux dotés voient leur situation se renforcer et ceux ayant le plus de difficultés voient leurs difficultés se renforcer.**



Cette carte a été établie à partir du pourcentage de foyers fiscaux imposables dans chaque commune. Est dit supérieur ou inférieur à la moyenne un taux de foyers fiscaux supérieur ou inférieur à la moyenne, majorée ou minorée de l'écart moyen.

## Un territoire clivé

### Une répartition socio-spatiale inégalitaire

La croissance relativement forte du nombre de chefs d'entreprises et de cadres a déjà été soulignée. Dans le même temps, la progression du nombre d'ouvriers et d'employés étant plus faible que la croissance de la population de la Région Mulhousienne, ceux-ci voient leur part relative se réduire. L'évolution est donc de même nature que celle constatée d'une manière générale dans les agglomérations.

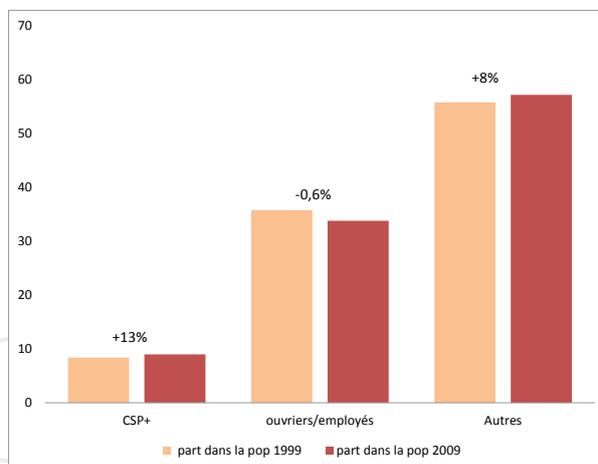
Néanmoins, ces données n'informent en rien sur la répartition spatiale des différentes catégories sociales. Celle-ci se révèle très différenciée<sup>(16)</sup>.

Certaines communes se trouvent être très ouvrières. Il s'agit de Mulhouse et des communes du bassin potassique ainsi que les communes de la communauté Porte de France Rhin Sud, à l'est du territoire. D'autres, plutôt situées au sud de l'agglomération, sont quant à elles très spécialisées dans les cadres et autres CSP+.

### Une métropole mulhousienne ?

La question que pose cette répartition sociale de la population peut bien sûr se dire en termes de mixité sociale. Au-delà, la capacité de la ville centre à organiser son espace peut être interrogée. Car l'une des caractéristiques des métropoles est justement une forte capacité d'organisation de leur territoire.

Evolution des catégories sociales «supérieures», des «ouvriers et employés» et «autres» entre 1999 et 2009.  
Source INSEE, RP 2009



Le nombre de personnes appartenant à la catégorie « CSP+ » a augmenté de 13% entre 1999 et 2009 et celui des ouvriers et employés a reculé de 0,6%. Comme dans le même temps, la population de la Région Mulhousienne a crû de 5,3%, le poids relatif des catégories socioprofessionnelles s'est modifié.

Les « CSP+ » qui représentaient 8,4% de la population en représentent maintenant 9% et les ouvriers qui pesaient 35,8% ne correspondent plus qu'à 33,8% de la population. La catégorie «autre» augmente de 8% sous le coup notamment du poids des retraités. Leur nombre a augmenté de 27,6% entre 1999 et 2009.

#### A LIRE :

<sup>(16)</sup> «Observation sociale des territoires : analyse des spécialisations territoriales et cohésion sociale en Alsace», ADEUS/AURM, 2010.









DÉVELOPPER  
ANIMER  
CONTRIBUER  
RÉDUIRE  
ACCUEILLIR

